

Les Enjeux

Quotidien national de l'économie

Eco

Mardi 06 Juin 2023- Prix 20 DA <http://www.lesenjeuxeco.dz> ■ N°140 ■

BCE
**Les pressions
sur les prix
restent
«fortes»**

P 16

LE MINISTRE DE L'AGRICULTURE L'A ANNONCÉ, À L'OUVERTURE DE LA 20^E ÉDITION DU SALON DJAZAGRO :

Des projets de coopération seront signés avec l'Italie

Avec la participation de 600 exposants, dont 150 nationaux et 450 autres étrangers de 27 pays, la 20^e édition du salon professionnel de la production agroalimentaire « Djazagro » s'ouvre à Alger. Inauguré ce lundi à Alger (la Safex) par le ministre de l'Agriculture et du Développement rural, Mohamed Abdelhafid Henni et en présence de son homologue italien, Francesco Lollobrigida, cette édition, qui se poursuit jusqu'au 8 juin prochain, a été marquée par une forte présence des entreprises italiennes au nombre de 104, dont l'Italie est l'invité d'honneur. P 3

INDUSTRIE PHARMACEUTIQUE

Signature d'un protocole d'accord entre l'Algérie et l'Argentine

Un protocole d'accord a été signé, ce lundi, entre l'Agence nationale des produits pharmaceutiques et son homologue l'Agence nationale du médicament, de l'alimentation et de la technologie médicale d'Argentine (ANMAT). P 2

EXPORTATIONS ASSURÉES AUPRÈS
DE LA CAGEX

En hausse de près de 50% en 2022

La dynamique des exportations hors hydrocarbures enregistrée ces dernières années s'est positivement répercutée sur l'activité de la Compagnie algérienne d'assurance et de garantie des exportations (CAGEX) qui a enregistré, en 2022, une hausse de près de 50% des chiffres d'affaires à l'export qu'elle a assurés, a indiqué son PDG Zohir Laïche. P 3

LA MINISTRE
DE L'ENVIRONNEMENT
L'A SOULIGNÉ :

«Il est temps de se lancer dans l'économie circulaire »

La ministre de l'Environnement et des Energies renouvelables, Mme Fazia Dahleb, a souligné qu'« il est temps de lancer une économie circulaire pour valoriser et recycler les déchets en Algérie ». Une manière de passer du mode de gestion des déchets traditionnels vers une économie circulaire, dont le but est d'arriver à valoriser en moyenne 30 % à 40 % des déchets. P 2



Moi, c'est Géant... www.geant-dz.com | info@geant-dz.com | [geantelectronics](https://www.facebook.com/geantelectronics) أنا، صح جي أون

ASL AIRLINES FRANCE

Lancement d'une plateforme e-commerce

ASL Airlines France est la première compagnie aérienne étrangère à ouvrir une plateforme e-commerce dédiée au marché algérien en nom de domaine .dz. Au cours d'une conférence de presse à Alger le 5 juin, Eric Vincent, Directeur Exécutif d'ASL Airlines France, a présenté la plateforme e-commerce lancée par la compagnie aérienne pour l'Algérie. Ouvert en partenariat avec la Banque Nationale Algérienne (BNA), le site www.aslairlines.dz offre à tous les clients en Algérie la possibilité de régler leurs billets d'avion en ligne, en dinars, avec une carte bancaire algérienne (CIB et Edahabia).

Le site aslairlines.dz permet, en effet, d'effectuer ses réservations de billets d'avion ; de payer ses achats en dinars, de gérer ses réservations en ayant la possibilité de modifier ses vols ou ses dates de voyages ; d'ajouter des produits et services tels l'achat de bagages supplémentaires ou encore la réservation de sièges ; de prendre des options de réservation (service payant d'un délai de réflexion de 48h) et d'accéder à l'ensemble des offres tarifaires proposées par la compagnie : promotions, réductions enfants, avantages jeunes et seniors.

« Le lancement du site www.aslairlines.dz dédié au marché algérien confirme notre ancrage en Algérie et l'investissement toujours plus fort de la compagnie sur ce marché. Le site a été conçu afin d'offrir aux clients algériens, une solution d'achat en ligne complémentaire de notre site de vente en Euro et de nos multiples canaux de distribution. Il s'agit d'une solution innovante pour retrouver toute l'offre et les services d'ASL Airlines pour préparer et réserver son voyage » déclare Eric Vincent, Directeur Exécutif d'ASL Airlines France.

Présente en Algérie depuis 2017, ASL Airlines France est aujourd'hui un acteur majeur de la desserte entre l'Algérie et la France. ASL Airlines France est la compagnie aérienne française qui dessert le plus grand nombre d'aéroports en Algérie. Au travers de ses points de vente directs et d'un réseau de plus de 300 agences de voyages, animés avec son partenaire commercial Soleil Voyages, ASL Airlines France dispose également du plus grand nombre de points de ventes en Algérie. ASL Airlines France opère près de 40 vols hebdomadaires entre la France et l'Algérie. Ces vols jouent un rôle essentiel dans la connectivité entre les deux pays, facilitant les échanges commerciaux, les visites familiales et les voyages d'affaires.

R. E.

INDUSTRIE PHARMACEUTIQUE

Signature d'un protocole d'accord entre l'Algérie et l'Argentine

Un protocole d'accord a été signé, ce lundi, entre l'Agence nationale des produits pharmaceutiques et son homologue l'Agence nationale du médicament, de l'alimentation et de la technologie médicale d'Argentine (ANMAT).

Par Slimane T

Le protocole d'accord a été signé en marge de la rencontre entre le ministre de l'Industrie et de la Production pharmaceutique, Ali Aoun, et la ministre de la Santé, Dr Carla Visotti, précise un communiqué du ministère. Le protocole permettra l'échange d'informations, de connaissances et d'expertise en termes d'enregistrement des produits pharmaceutiques, de certification des fournitures médicales, de contrôle de la qualité et de certification des bonnes pratiques de fabrication, indique un communiqué du ministère de l'Industrie et de la Production pharmaceutique.

Il sera également question de la formation, de la qualification et de l'amélioration des ressources humaines. L'objectif de ce protocole est d'encourager et de soutenir le partenariat entre les différents producteurs pharmaceutiques et à faire bénéficier les opérateurs algériens de l'expérience argentine dans les domaines de la biotechnologie et de la production pharmaceutique.



A cet égard, le ministre de l'Industrie et de la Production pharmaceutique, Ali Aoun, a déclaré que la signature de ce mémorandum donnera un nouvel élan à la coopération algéro-argentine dans le domaine de l'industrie pharmaceutique, et la hissera au niveau des relations amicales et historiques entre les deux pays.

Il est à rappeler que le ministre de l'Industrie et de la Production pharmaceutique, Ali Aoun, a reçu, au siège de son département ministériel, une délégation de l'Argentine

conduite par la ministre de la Santé, Dr Carla Visotti, accompagnée de la Secrétaire d'État aux Relations Économiques Internationales du ministère des Affaires étrangères, du Commerce International et du Culte, Cecilia Todesca Bocco, en la présence de l'Ambassadeur d'Argentine en Algérie, Mariano Simon Padros.

Cette rencontre s'inscrit dans le cadre du renforcement et du développement des relations bilatérales algéro-argentes en prévision de la prochaine réunion de la commission mixte, précise un communiqué du

ministère de l'Industrie et de la Production pharmaceutique. Les deux parties ont également discuté des voies et mécanismes pour activer la coopération, notamment dans le domaine de la production pharmaceutique, à travers la mise en place de partenariats entre les industriels pharmaceutiques algériens et argentins, aussi bien dans le secteur public que privé et leur promotion, à la lumière des dispositions de la nouvelle loi sur les investissements qui encourage et renforce les investissements directs étrangers en Algérie. Les entretiens ont également porté sur la position stratégique et pionnière de l'Algérie et de l'Argentine au niveau régional et continental, et les opportunités et perspectives de conclure ce type de partenariat gagnant-gagnant pour les deux parties à même de produire des matériaux pharmaceutiques innovants à haute valeur ajoutée en tant qu'alternative à leur importation et à la promotion de leurs exportations, ce qui renforcera et consolidera la position de l'Algérie et de l'Argentine en tant que pôle pharmaceutique au niveau mondial, conclut le communiqué.

LA MINISTRE DE L'ENVIRONNEMENT L'A SOULIGNÉ :

« Il est temps de se lancer dans l'économie circulaire »

La ministre de l'Environnement et des Énergies renouvelables, Mme Fazia Dahleb, a souligné qu'« il est temps de lancer une économie circulaire pour valoriser et recycler les déchets en Algérie ».

Une manière de passer du mode de gestion des déchets traditionnels vers une économie circulaire, dont le but est d'arriver à valoriser en moyenne 30 % à 40 % des déchets.

Intervenant, ce lundi sur les ondes de la Radio nationale, la ministre a affirmé que « l'Algérie produit actuellement l'équivalent de 13,5 millions de tonnes de déchets, alors que seulement 09% de ces déchets sont actuellement recyclés ».

Certains experts estiment, même, que l'Algérie produit environ 34 millions de tonnes de déchets, dont 13 millions de détritres ménagers. Avec moins de 10 % seulement de déchets recyclés et valorisés.

La valeur économique des déchets ménagers et assimilés étant estimée à 150

milliards Da/an, un chiffre en constante augmentation, avait indiqué le directeur de l'Agence nationale des déchets (AND), Karim Ouamane.

Un secteur pouvant créer 100 000 emplois. Février dernier, la responsable du département des déchets ménagers à l'AND, Akila Boudraa, avait estimé que la valeur marchande des ordures ménagères et assimilées est passée de 151 milliards de DA au deuxième semestre de 2021 à 243 milliards de DA au premier semestre de 2022. Un trésor se cache dans les poubelles.

A l'occasion de la Journée internationale de la protection de l'environnement, Mme Faiza Dahleb a déclaré que « la stratégie nationale dans le domaine de la gestion des déchets pour l'horizon 2035 vise à favoriser la transition vers l'économie circulaire, qui figure en tête de cette vision en révisant le cadre légal qui régit la gestion des déchets de 2001 ». Ce qui, selon les experts, engendrera 18 000 postes d'emploi directs.

Dans son intervention, la ministre a mis en avant la nécessité d'« encourager l'investissement dans ces projets créateurs de richesses et les opportunités d'emplois dans ce secteur ».

D'autant, a-t-elle ajouté que « l'Algérie souffre aujourd'hui comme d'autres pays dans le monde du phénomène de pollution généralisée, notamment les déchets en plastiques qui représentent aujourd'hui 87 % des déchets collectés ». A cet égard, son Département œuvre, en concertation avec divers départements ministériels, à formuler un programme national pour initier le processus de valorisation des déchets plastiques et autres types de déchets, notant que le ministère a mené de nombreuses études et a montré que 60% des déchets en Algérie sont des déchets organiques. Des matières organiques devant être transformer, au niveau des centres techniques, en engrais utilisables dans le secteur agricole, a-t-elle révéilé.

Synthèse R. E.

Quotidien économique

Les Enjeux
Eco

Edité par la
SARL
Les enjeux Eco
Tél: 06 98165554

Gérant
Belmihoub
Abdelaziz

Directeur de
publication
Radji Zahir

Siège social
30, Rue Mehdi Ibn Toumert Bologhine
Ibn Ziri Alger

Siège de la rédaction
03, Rue Ali Boumendjel
Square Port Saïd , Casbah
email: lesenjeuxeco@gmail.com
ccb : BDL 005
00170000003889 09

Impression
Centre : SIA

Distribution
Centre:
les enjeux Eco

PUBLICITÉ

Pour toute publicité, s'adresser à l'Agence Nationale de Communication d'Édition et de Publicité «ANEP» ALGER:

PUBLICITÉ 1, avenue Pasteur
email: agence.regie@anep.com.dz
programmation.regie@anep.com.dz
Tél. : (021) 71.16.64 - 73.71.28
Fax : (021) 73.95.59
(021) 73.99.19

LE MINISTRE DE L'AGRICULTURE L'A ANNONCÉ À L'OUVERTURE DE LA 20^E ÉDITION DU SALON DJAZAGRO :

Des projets de coopération seront signés avec l'Italie

Avec la participation de 600 exposants, dont 150 nationaux et 450 autres étrangers de 27 pays, la 20^e édition du salon professionnel de la production agroalimentaire « Djazagro » s'ouvre à Alger. Inauguré ce lundi à Alger (la Safex) par le ministre de l'Agriculture et du Développement rural, Mohamed Abdelhafid Henni et en présence de son homologue italien, Francesco Lollobrigida, cette édition, qui se poursuit jusqu'au 8 juin prochain, a été marquée par une forte présence des entreprises italiennes au nombre de 104, dont l'Italie est l'invité d'honneur.

Par Zahir R.

En effet, cette présence témoigne de la volonté des deux pays pour le renforcement de la coopération dans divers domaines, notamment agricole. D'ailleurs, les ministres de l'Agriculture de l'Algérie et de l'Italie ont évoqué la question lors d'une rencontre tenue au siège du ministère de l'Agriculture. Selon le ministre Henni, plusieurs projets de coopération notamment en industrie de transformation et filière lait seront signés durant ce salon, en précisant qu'Alger et Rome comptent aller vers de contrats de partenariat sur le long terme. Aussi, le ministre souligne que « nous assistons à un début de construction d'un partenariat stratégique dans le domaine agricole et de l'industrie de transformation avec comme objectif la création d'une plus-value importante », précisant que les investisseurs étrangers sont accompagnés par des dispositions fiscales et parafiscales très importantes, en plus du coût de l'énergie qui est très compétitif.

Au cours de sa visite aux différents stands, le ministre Henni a affirmé que « l'Etat assure son soutien avec des avantages, dont des exonérations fiscales et parafiscales incluses dans le nouveau Code de l'Investissement pour permettre au secteur agricole et agroalimentaire de jouer pleinement son rôle ». Le ministre Henni a indiqué que « nous allons continuer à investir dans ce domaine, nous avons des opportunités avec des pays amis comme l'Italie ».

Côté italien, Gabriele Barone, Directeur de l'ICE, section pour la Promotion des Échanges de l'Ambassade d'Italie à Alger, a affirmé que « l'agro-industrie en Algérie représente un secteur qui regorge d'importantes opportunités de collaboration pour les entreprises italiennes. Notre présence en force à Djazagro vise à renforcer de plus en plus les contacts d'affaires avec les opérateurs locaux, dans le cadre des partenariats gagnant-gagnant ».

Lors d'une audience accordée au ministre italien de l'Agriculture et de la Souveraineté alimentaire, Francesco Lollobrigida, Abdelhafid Henni a exposé la stratégie du secteur qui vise notamment à développer et à moderniser l'agriculture en Algérie.

« Les discussions ont porté également sur l'exploration et l'exploitation des futures opportunités de coopération dans divers domaines d'intérêt pour le secteur, notamment ceux liés à l'investissement

dans le domaine agricole dans le cadre de la nouvelle loi, qui prévoit de nombreuses facilités et avantages pour les investisseurs, et la production de céréales, semences et semences potagères, ainsi que la recherche scientifique », lit-on dans un communiqué du ministère de l'Agriculture.

Les discussions ont, également, porté sur les opportunités de coopération dans divers domaines d'intérêt pour le secteur, en particulier ceux liés à l'investissement dans le domaine agricole, à la recherche scientifique agricole, aux industries alimentaires et manufacturières, ainsi qu'à l'accompagnement des entrepreneurs et start-ups. À cet égard, Abdelhafid Henni a exprimé « la disponibilité de l'Algérie à soutenir les efforts dans le domaine de l'agriculture et à renforcer les moyens de coopération et de partenariat, qui se poursuivront et travailleront à s'intensifier à travers les excellentes relations qui unissent les deux pays ».

Exprimant « son admiration pour la politique adoptée par l'Algérie en matière de renforcement de la sécurité alimentaire », Francesco Lollobrigida a affirmé « sa volonté d'élargir la coopération et le partenariat » entre les deux pays. « Nous sommes prêts à travailler avec l'Algérie en mettant à disposition ce que l'Italie a en termes de connaissances, d'outils et de technologies pour la programmation » a promis le ministre italien qui affirme que « l'Algérie est un marché intéressant pour nous ». L'ambassadeur d'Italie en Algérie, Giovanni Polizzi, a déclaré que les deux pays œuvraient pour la stabilité et entretenaient une relation unique, alimentée par des visites bilatérales successives de haut niveau,

qui ont permis une augmentation des échanges bilatéraux de plus de 158 % en 2022, dépassant 20 milliards d'euros.

Dans un discours prononcé à l'occasion de la célébration de la fête nationale de son pays, au siège de la mission diplomatique dans la capitale, le diplomate a fait savoir que 28 accords ont été signés entre les deux pays. 20 autres accords sont en cours de négociation, ajoute-t-il.

Pour rappel, Djazagro est le rendez-vous annuel incontournable du secteur agroalimentaire, qui propose des solutions diversifiées et innovantes pour les industriels des produits alimentaires et des boissons, de l'emballage et du conditionnement alimentaire, aux professionnels des équipements et des procédés, de matières premières et ingrédients, de matériels et équipements pour la boulangerie et la restauration, transport et stockage ainsi que les divers services liés à la chaîne de production et du conditionnement alimentaire.

Un programme de conférences animées par des experts sur des sujets spécifiques et pointus (qualité des matières premières, valorisation des déchets, adaptations de l'industrie agroalimentaire aux besoins des consommateurs...) est également au menu. Et comme chaque année, la Boulangerie de Djazagro sera présente en force. Ainsi, les visiteurs assisteront à la fabrication de baguettes, pains spéciaux, produits, traitements... Uniquement grâce à des ingrédients 100% locaux (farine, levure, chocolat...). En somme, cette 20^e édition annonce riche en événements et ouvre l'appétit des professionnels de l'agroalimentaire !

COOPÉRATION

Le Premier ministre reçoit le ministre de l'Agriculture italien

Le Premier ministre, Aïmene Benabderrahmane, a reçu ce lundi, au Palais du Gouvernement, Francesco Lollobrigida, Ministre de l'Agriculture, de la Souveraineté alimentaire et des Forêts de la République italienne, qui effectue une visite en Algérie.

« La rencontre a constitué l'occasion de réaffirmer la profondeur des relations historiques d'amitié et de coopération entre les deux pays ainsi que la volonté commune de leurs dirigeants de renforcer le partenariat bilatéral dans divers domaines, notamment dans le domaine de l'agriculture et les filières connexes, en vue de consolider leur objectif commun visant à atteindre la sécurité alimentaire », lit-on dans un communiqué des services du premier ministre. La rencontre s'est déroulée en présence du ministre de l'Agriculture et du Développement Rural, Mohamed Abdelhafid Henni.

LE PRÉSIDENT DU SALON SIPSA FILAHA L'A ANNONCÉ :

Tenue du salon Sipsa-Afrika Food du 30 novembre au 3 décembre 2023 à Dakar

Le salon de l'agro-industrie en Afrique "Sipsa-Afrika Food", regroupant des acteurs du monde agricole et de l'agroalimentaire, sera organisé du 30 novembre au 3 décembre 2023 à Dakar (Sénégal), ont annoncé dimanche les organisateurs. "Le salon Sipsa-Afrika food, mis en avant cette année lors du salon Sipsa Filaha 2023 (organisé du 22 au 25 mai dernier au Palais

des expositions à Alger), va s'exporter début décembre 2023 à Dakar en amenant avec lui de nombreux opérateurs qui en ont exprimé d'ores et déjà le besoin", a indiqué, dans un communiqué, Amine Bensemmane, président du salon Sipsa Filaha.

Tout en faisant un bilan de la 21^e édition du salon "Sipsa Filaha" (Salon international de l'agriculture, de l'élevage et de l'agro-indus-

trie), M. Bensemmane a souligné que "Sipsa Afrika Food sera itinérant en Afrique pour donner du sens à la coopération sud-sud, en y intégrant la conférence panafricaine du Food Debate préparée activement avec l'appui de partenaires". Ce rendez-vous qui va réunir l'ensemble des acteurs du monde agricole et de l'agroalimentaire à Dakar sera l'occasion d'affirmer de manière organisée la

contribution de l'Algérie à la sécuritaire alimentaire en Afrique", a ajouté le communiqué.

S'agissant de la 21^e édition du Salon "Sipsa Filaha, elle a accueilli 35.000 visiteurs professionnels, selon l'organisateur précisant que la prochaine édition de cet événement est prévue du 20 au 23 mai 2024.

R E.

EXPORTATIONS ASSURÉES AUPRÈS DE LA CAGEX

En hausse de près de 50% en 2022

La dynamique des exportations hors hydrocarbures enregistrée ces dernières années s'est positivement répercutée sur l'activité de la Compagnie algérienne d'assurance et de garantie des exportations (CAGEX) qui a enregistré, en 2022, une hausse de près de 50% des chiffres d'affaires à l'export qu'elle a assurés, a indiqué son PDG Zohir Laïche.

"Si on devait prendre en compte les chiffres d'affaires assurés, les résultats sont positifs. Pour l'année 2022, le montant a atteint 85,63 milliards de dinars, soit une augmentation de 47% par rapport à 2021", a déclaré M. Laïche, notant que la compagnie est actuellement en plein redressement après avoir été impactée par la pandémie de Covid-19. Pour 2021, les chiffres d'affaires assurés avaient dépassé 57 milliards de dinars, soit une évolution de 13% par rapport à 2020, a ajouté le premier responsable de la CAGEX, une compagnie publique d'assurance qui propose aux exportateurs hors hydrocarbures des polices d'assurance contre les risques commerciaux, dont l'insolvabilité du client.

A ce titre, l'exportateur pourra bénéficier d'une couverture ou indemnité qui varie de 80% du montant de l'impayé en cas d'un risque commercial à 90% du montant de l'impayé au titre du risque politique, précise-t-on à la CAGEX.

"Outre les principales garanties commercialisées par la CAGEX, à la fois sur le marché local et à l'international, sous des formes diverses, la Compagnie s'attelle à développer de plus en plus l'assurance des investissements à l'étranger, le recouvrement des créances, ou encore la vente d'informations", a ajouté M. Laïche.

Créée en 1996, la CAGEX est dotée d'un capital social de 3 milliards de Da, réparti sur dix banques et sociétés d'assurances relevant du secteur public. Il s'agit de la BNA, le CPA, la BEA, la BADR, la BDL, la CNMA, la Compagnie centrale de réassurance (CCR), la SAA et la CAAT.

Interrogé sur les résultats de la compagnie dans le sillage de la progression des exportations algériennes hors hydrocarbures, le PDG de la CAGEX a fait savoir que le chiffre d'affaires en production globale est passé de 1,49 milliard de dinars en 2021 à 1,77 milliard de dinars en 2022, année durant laquelle l'Algérie a réussi à exporter 7 milliards de dollars en produits hors hydrocarbures contre 5 mds de dollars l'année d'avant. Il a ainsi mis en avant les réformes "importantes" mises en œuvre et qui ont touché toute la sphère de l'économie nationale, doublées des mesures de simplification des procédures à l'adresse des exportateurs dans le cadre d'une volonté politique de diversifier l'économie nationale.

A une question sur la consistance du portefeuille clients de la compagnie qui se limite à 240 exportateurs assurés sur plus de 1400 opérateurs enregistrés en 2022 au niveau national, M. Laïche a souligné que "cette situation montre l'effort à réaliser pour en faire davantage, d'où l'importance pour la compagnie de faire plus d'efforts pour marquer plus fortement sa présence".

C'est justement dans l'optique de remédier au faible engouement des exportateurs à assurer leurs expéditions que la compagnie vient d'initier un programme de communication et de sensibilisation via des rencontres régionales avec les opérateurs économiques de différentes régions du pays.

S'étalant entre mai et juillet, ce cycle de conférences, dont la première s'est déjà tenue à Oran, se dérouleront à Sétif, Alger et Constantine et sont animées par des experts, universitaires et des professionnels de divers secteurs et domaines économiques, indique le même responsable.

Parallèlement, la CAGEX travaille pour accélérer le processus de transformation digitale à travers le parachèvement du progiciel intégré des systèmes d'informations "ERP" de ses activités, souligne M. Laïche.

R E.

RISQUES MAJEURS DANS LE MONDE ARABE

Nécessaire développement du système de prévention

Le directeur général du Centre arabe de prévention des risques des séismes et des catastrophes naturelles, Amar Belhadj-Aïssa, a mis en avant, lundi à Alger, l'importance de développer le système de prévention des risques majeurs dans le monde arabe à travers l'exploitation optimale de la technologie et l'adaptation des lois aux développements en cours. Dans son allocution à l'occasion de l'ouverture du 1er colloque arabe de prévention des risques des séismes dans le monde arabe, M. Belhadj-Aïssa a insisté sur « l'importance de promouvoir le système de prévention des risques majeurs par la mise en place de stratégies nationales et de plans aux contours clairs et applicables sur le terrain. »

Il a fait savoir dans ce sens que le développement de la technologie et la révolution marquant le monde de la communication et du numérique « favorisent la recherche de solutions efficaces pour prévenir les catastrophes naturelles », relevant l'impératif « d'une exploitation optimale et rationnelle de la technologie pour développer la prévention et investir dans tous les moyens et méthodes à même de préserver les vies et les biens. »

A cette occasion, le directeur général du Centre a salué les efforts fournis par le mécanisme arabe de prévention des risques majeurs dans le cadre de « la stratégie et du plan exécutif arabe visant à réduire les risques », se félicitant, par la même, de l'accompagnement assuré par le partenaire onusien, le Bureau régional pour la réduction des risques de catastrophes (UNISDR), en matière de « renforcement de la coordination, de la concertation et de la formation. »

Cette coopération devait « renforcer et accélérer le rythme de coordination et d'assistance des Etats membres à la Ligue arabe », appelant les partenaires africains, asiatiques et européens à « adhérer à cette coopération à travers la conclusion de conventions de coopération et de mémorandums d'entente. »

De son côté, le responsable du secrétariat technique du mécanisme arabe pour la réduction des risques de catastrophes au Secrétariat général de la Ligue arabe, Mustapha Saadi, a affirmé que le Monde arabe « est exposé à de risques majeurs qui ont causé d'importantes pertes », mettant l'accent sur l'importance de ce colloque, « pierre angulaire de tous les cadres nationaux et régionaux pour la gestion des risques et des catastrophes naturelles. » Et d'ajouter que la Ligue arabe « adopte une approche régionale inclusive pour réduire les risques des catastrophes », ce qui a donné lieu, a-t-il fait observer, à un « accroissement des engagements politiques et au développement de stratégies régionales et nationales adaptées à la stratégie arabe. »

A cette occasion, nombre de cadres et de compétences relevant du Centre arabe de prévention des risques des séismes et des catastrophes naturelles ont été distingués. Au menu de ce colloque figurent plusieurs exposés à présenter par des experts et des spécialistes sur les séismes dans les pays arabes, l'importance des TIC dans la gestion des crises, les techniques de construction et les méthodes d'intervention, outre l'organisation de workshops interactifs pour la présentation des expériences des différents pays en matière de prévention des séismes.

ASSISES NATIONALES DES COMMISSAIRES AUX COMPTES

Appel à recourir à la numérisation pour s'adapter aux mutations

Les participants aux travaux de la 9ème édition des assises nationales des commissaires aux comptes ont appelé, dimanche à Alger, à recourir davantage à la numérisation en vue de s'adapter aux mutations que connaît l'environnement socioéconomique de la profession.

Par R E

Au terme des travaux de ces assises, organisées sous le thème "Commissaire aux comptes, garant de la confiance et de la transparence pour la relance économique", les participants ont appelé à "donner plus de visibilité à la profession de commissaire aux comptes en l'adaptant à la transition numérique pour lui permettre d'exercer ses missions de manière efficace". Selon les recommandations lues par le président du Conseil national de la Chambre nationale des commissaires aux comptes (CNCC), Mohamed El Habib Merhoum, les participants aux assises ont mis l'accent sur le rôle de l'accompagnement des commissaires aux comptes pour les administrations publiques, notamment le ministère des Finances dans la réforme menée dans le secteur de la comptabilité financière et la comptabilité publique et les normes d'audit.

Les participants ont également exhorté ceux qui exercent les trois métiers de comptabilité (expert comptable, com-

missaire aux comptes et comptable agréés) à adhérer aux instances internationales, à leur tête la Fédération africaine des experts-comptables (PAFA), l'Union des experts-comptables et auditeurs arabes, ainsi que la Fédération internationale des Comptables, a ajouté M. Merhoum.

Les participants ont également recommandé de redoubler d'efforts en matière de formation continue des chargés d'affaires conformément aux normes internationales, afin de leur permettre d'exercer efficacement leurs fonctions, a-t-il ajouté.

La participation du ministre des Finances, Laaziz Faïd et du ministre de l'Economie de la connaissance, des start-up et des micro-entreprises, Yacine El-Mahdi Oualid, samedi, à la 9e session des assises nationales des commissaires aux comptes consacre l'intérêt accordé par les autorités publiques aux préoccupations des commissaires aux comptes et leur disponibilité à communiquer avec la Chambre nationale des commissaires aux comptes pour trouver des solutions à tous les problèmes en suspens liés à la pratique de

cette profession y compris la révision de la loi 10-01 relative à l'organisation de la profession du commissaire aux comptes, a-t-il soutenu.

A cette occasion, M. Marhoum a salué la participation des représentants des instances régionales à ces travaux, en tant que président de la Fédération méditerranéenne des experts comptables, du président de la Fédération arabe des experts-comptables et auditeurs, Faouzi Farid et du président de la Compagnie des comptables de Tunisie, Mohamed Anis Aïssa.

La deuxième journée a été ponctuée par l'organisation de six ateliers ayant débattu de plusieurs questions relatives à la profession du commissaire aux comptes, comme l'audit comptable et financier et le rôle de l'auditeur dans la lutte contre la fraude, outre l'état de l'intelligence économique dans les sociétés algériennes, et la numérisation de la profession de commissaire aux comptes et de la nouvelle loi relative à l'investissement en Algérie.

Etaient présents aux travaux de cette édition, des commissaires aux comptes, des experts et des acteurs dans le domaine financier et économique.

POUR LEUR VALORISATION ÉCONOMIQUE

Elaboration d'un réseau numérique de 400 plantes médicinales

Un réseau numérique de 400 plantes médicinales et aromatiques sera élaboré pour leur valorisation et leur transformation en ressource médicale et économique, a annoncé dimanche à Tissemsilt le ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique Kamel Baddari.

Ce réseau numérique sera réalisé, courant du mois d'octobre prochain, par des académiciens et techniciens en collaboration avec la population qui utilise des moyens traditionnels en vue de leur valorisation et transformation en ressource médicale et économique, a souligné le ministre lors d'une visite de travail et d'inspection dans la wilaya.

A cet effet, des recherches

ont été officiellement lancées dimanche à Tissemsilt par plusieurs secteurs scientifiques et techniques, en partenariat avec l'Université de Tissemsilt, pour inventorier les plantes médicinales de la wilaya, répandues notamment dans le parc national de Theniet El Had, a ajouté M. Baddari.

Pour concrétiser cette démarche économique, le ministre a annoncé le lancement d'un réseau de recherche thématique entre l'Agence nationale de la santé et des sciences de la vie et les opérateurs économiques dans le domaine des plantes médicinales et des huiles naturelles, dont la mission est de développer la recherche en laboratoire.

A la même occasion, M.

Baddari a supervisé la signa-

ture d'une convention cadre pour la mise en place d'un autre réseau thématique qui regroupe huit établissements universitaires à savoir, ceux de Saïda, Relizane, Tiaret, Tissemsilt, Chlef, Djelfa, le Centre universitaire de Khemis Miliana et l'École nationale supérieure d'agronomie portant sur les herbes médicinales et les huiles essentielles et médicinales.

Kamel Baddari a souligné que ces initiatives, lancées par son département ministériel, interviennent pour concrétiser les résultats de la réunion du gouvernement, tenue dans la wilaya le 30 novembre dernier, consacrée au programme complémentaire destiné à la wilaya dans divers secteurs.

Au parc national de Theniet El Had, où une exposition de

médicaments et d'huiles essentielles a été montée, le ministre s'est enquis de plusieurs projets d'exploitation de plantes médicinales par des start-up utilisant des moyens modernes, alors que d'autres projets sont exploités manuellement par la population de la région qui ont extrait des huiles et certains médicaments de plantes locales.

A l'université de Tissemsilt, le ministre s'est intéressé à un échantillon de projets, oeuvres d'étudiants qui s'emploient à créer des start-up innovantes. Valorisant leurs travaux, Kamel Baddari a estimé que ce sont des innovations qui peuvent donner un plus à l'économie locale et nationale et créer de la richesse.

R E.

COOPÉRATION

Le ministre Zitouni reçoit la Secrétaire d'Etat argentine chargée des Affaires économiques

Le ministre du Commerce et de la Promotion des exportations, Tayeb Zitouni a reçu, dimanche à Alger, la Secrétaire d'Etat argentine chargée des Affaires économiques, Cecilia Todesca Boco, et la ministre de la Santé, Dr Carla Visotti, avec lesquelles il a examiné les moyens de développer la coopération et le partenariat entre les deux pays, indique un communiqué du ministère. La rencontre, tenue en présence de l'ambassadeur d'Argentine en Algérie, a per-

mis de passer en revue les relations de coopération commerciale entre l'Algérie et l'Argentine et les moyens de les développer et de les hisser à la hauteur des relations politiques entre les deux pays, note la même source. Les deux parties ont également évalué le niveau de partenariat et de coopération commerciale et économique entre les deux pays.

Le ministre a relevé à ce propos "la nécessité d'insuffler une nouvelle dynamique à la coopération, compte tenu des

atouts que recèlent les deux pays, à travers la création d'un conseil économique mixte à même de définir les domaines d'échanges commerciaux selon le principe gagnant-gagnant".

De son côté, la Secrétaire d'Etat argentine chargée des Affaires économiques a affirmé que son pays "cherche à accroître les échanges économiques avec l'Algérie et à développer les investissements au mieux des intérêts des deux Etats", selon le communiqué.

MARCHÉ PÉTROLIER

L'Opep+ décide une nouvelle réduction de la production

Pour doper les prix de l'or noir, dont le cours est en berne depuis un certain temps, l'Opep+ s'accorde sur une baisse de production. Une décision qui va à contre courant des spécialistes qui tablaient plutôt sur une hausse de la production, sous la pression des Etats Unis et particulièrement l'Europe.

Par Réda Hadi

L'Algérie de ce faite, a décidé sa réduction volontaire de 48.000 b/j jusqu'à fin décembre 2024. La décision de l'Algérie a été prise en coordination avec les membres de l'Organisation des pays exportateurs de pétrole et ses alliés (Opep+). Alors que l'Opep+ avait dit en Mai dernier que sa production atteindrait en moyenne 101,9 millions de barils par jour en 2023, par une hausse toujours portée par les pays non-membres de l'OCDE, maintenir une production de ce niveau, est une véritable déconvenue. En effet, pour l'année en cours, les prévisions de la croissance de la demande en pétrole restent pratiquement "inchangées", par rapport à sa dernière évaluation en avril, soit une hausse de 2,3 millions de barils par jour par rapport à 2022. La croissance de la demande est toujours principalement tirée par les pays non-membres de l'OCDE (+4,21% par rapport à 2022), avec la Chine en tête (+5,42%) suivie de l'Inde (+4,89%) tandis que dans les pays de l'OCDE (Amérique, Europe et Asie-Pacifique), elle progresse à peine de 0,15%. « Et même si la cohésion entre les membres de l'Opep+ a été accentuée et exagérée par les médias étrangers, il n'en demeure pas moins » disent

des économistes algériens « que seul le résultat compte ». Pour M Preure Mourad consultant international en questions énergétiques la cohésion entre les pays de l'OPEP et de l'OPEP+ contribue à l'émergence d'un nouvel ordre mondial. Les pays de l'OPEP et de l'OPEP+ décident donc, d'une nouvelle coupe de production pour faire remonter les prix, qui ont atteint récemment les 70\$ le baril. Pour lui malgré toutes les crises géopolitiques, cette décision confirme qu'il y a une cohésion entre ces pays, car ils ont conscience que l'économie mondiale est souffrante et risque une déflagration. » Selon M. Preure, cette cohésion fait naturellement face à des lobbies qui veulent lui porter atteinte. « La presse pétrolière n'informe pas, elle travaille pour l'intérêt de l'industrie pétrolière », fait-il remarquer. En dépit de cela, poursuit l'analyste, la cohésion entre les pays de l'OPEP et de l'OPEP+ participe activement au changement de l'ordre mondial. « Grâce aux changements qui s'opèrent dans le monde, nous aurons prochainement plusieurs marchés pétroliers. Nous assistons à la fin de la globalisation néolibérale et, par conséquent, de celle de l'Occident ». Selon lui, « c'est un monde multipolaire qui est en train de s'affirmer et de trouver son harmonie, aujourd'hui ». L'Opep quant à elle, affirme « Nous sommes ici pour de bon, en tant

que force modératrice, pour apporter la stabilité ». De plus des spécialistes disent que, outre une réduction symbolique le mois dernier, la réduction majeure de la quantité de brut que l'OPEP+ expédie dans le monde représente un revirement brutal après des mois de restauration des coupes profondes effectuées au plus fort de la pandémie.

La Maison-Blanche déçue

Le pétrole se négocie bien en dessous de ses sommets estivaux en raison des craintes que les grandes économies mondiales, comme celles des États-Unis ou de l'Europe, ne tombent en récession en raison d'une forte inflation, de la hausse des taux d'intérêt et de l'incertitude entourant la guerre en Ukraine. La chute des prix du pétrole a été une aubaine pour les automobilistes américains, qui ont constaté une baisse des prix de l'essence à la pompe avant que les coûts ne commencent récemment à augmenter. «Le président est déçu par la décision à courte vue de l'OPEP+ de réduire les quotas de production alors que l'économie mondiale est confrontée à l'impact négatif continu de l'invasion de l'Ukraine par Poutine», a déclaré la Maison-Blanche dans un communiqué.

Nouvelles sanctions de l'UE

L'approvisionnement en pétrole pourrait être confronté à de nouvelles réductions dans les mois à

venir, lorsqu'une interdiction européenne sur la plupart des importations russes entrera en vigueur en décembre. Une décision distincte des États-Unis et d'autres membres du Groupe des sept pays les plus riches (G7) pour imposer un plafond de prix au pétrole russe pourrait réduire l'offre si la Russie ripostait en refusant d'effectuer ses livraisons vers les pays et les entreprises qui respectent le plafond. L'Union européenne (UE) a convenu mercredi de nouvelles sanctions qui devraient inclure un plafonnement des prix du pétrole russe. En définitif, l'Algérie explique par le biais d'un communiqué du ministère de l'Énergie et des Mines que « Cette réduction volontaire se fera à partir du niveau de production requis, comme convenu lors de la 35e réunion ministérielle de l'Opep+ du 4 juin 2023 ». « La conjoncture économique mondiale devrait croître modérément jusqu'à la fin de l'année en raison d'une croissance faible dans les pays industrialisés, une inflation élevée et un rebond modéré de la croissance économique dans les pays émergents. L'ensemble de ces facteurs agissent sur la demande mondiale de pétrole qui devrait rester relativement contenue au second semestre 2023 alors que le marché pétrolier reste convenablement approvisionné », souligne le ministre cité dans le communiqué.

LUTTE CONTRE LA CRISE DU MARCHÉ DE L'ÉNERGIE

L'UE met fin à ses mesures d'urgence

La Commission européenne a déclaré lundi qu'elle avait décidé de ne pas prolonger les mesures d'urgence introduites l'année dernière pour protéger les consommateurs contre la flambée des prix de l'énergie, ajoutant que ces mesures avaient contribué à calmer les marchés européens de l'énergie. À la fin de l'année 2022, l'Union européenne des 27 s'est retrouvée au milieu d'une crise énergétique aiguë alimentée par l'invasion de l'Ukraine par la Russie. Les États membres ont alors consacré des centaines de milliards d'euros à des réductions d'impôts, des aides et des subventions pour faire face à la crise.

« La Commission confirme qu'elle ne proposera pas de prolonger ces mesures de crise », a-t-elle déclaré dans un communiqué, rappelant que ces mesures comprenaient des mesures de réduction de la demande d'électricité, des plafonds de revenus pour les centrales électriques et des règles de fixation des prix de détail.

Elle a ajouté que les prix de l'électricité sont maintenant tombés à moins de 80 EUR/MWh et que les prix du gaz ont non seulement baissé mais se sont également stabilisés, à tel point que les pics de prix de l'électricité observés tout au long de l'année 2022 sont considérés comme "moins probables pour l'hiver à venir".

La Commission a également déclaré que certains aspects des mesures d'urgence avaient été inclus dans ses propositions d'ajustements structurels à plus long terme de la conception du marché de l'électricité.

Ces propositions visent à accroître le recours aux contrats d'électricité à prix fixe, à protéger les consommateurs contre les hausses de prix et à accélérer le passage aux énergies renouvelables.

R. I.

SEMAINE DE L'ÉNERGIE DE BAKOU (AZERBAÏDJAN)

Participation du groupe de Sonatrach

Représenté par une forte délégation de ses cadres, à leur tête Nasreddine Fatouhi, vice-président «Activité Liquéfaction et Séparation», le Groupe pétro-gazier national Sonatrach a pris part à la semaine de l'énergie de Bakou en Azerbaïdjan. L'événement dont le coup d'envoi a été donné par le président de la République d'Azerbaïdjan, Ilham Aliyev, s'est tenu du 31 mai au 03 juin. Il s'agit également du 28e Salon international du pétrole et du gaz de la Caspienne "Caspian Oil & Gas", du 11e Salon international de l'énergie et de l'énergie verte de la Caspienne "Caspian Power" et du 28e Forum de l'énergie de Bakou.

L'assurance de la sécurité énergétique globale, du potentiel de l'énergie alternative et renouvelable, de l'expansion de la coopération dans le domaine de la promotion des projets de l'énergie verte, ainsi que de la diversification des sources d'énergie, ont été les thèmes abordés le long de l'événement qui a regroupé des experts venus de près de 40 pays ainsi que des re-

présentants de 249 compagnies pétro-gazières. En marge de la manifestation, « plusieurs contacts ont été établis, avec plusieurs représentants de compagnies opérant dans le secteur des hydrocarbures, notamment la société d'État State Oil Company of the Azerbaijan Republic (Socar), au cours desquels, il a débattu des opportunités d'investissement offertes ainsi que les partenariats réalisables dans le domaine », précise Sonatrach dans un communiqué. R.E. Représenté par une forte délégation de ses cadres, à leur tête Nasreddine Fatouhi, vice-président «Activité Liquéfaction et Séparation», le Groupe pétro-gazier national Sonatrach a pris part à la semaine de l'énergie de Bakou en Azerbaïdjan. L'événement dont le coup d'envoi a été donné par le président de la République d'Azerbaïdjan, Ilham Aliyev, s'est tenu du 31 mai au 03 juin. Il s'agit également du 28e Salon international du pétrole et du gaz de la Caspienne "Caspian Oil & Gas", du 11e Salon international de l'énergie et de l'énergie verte de la Cas-

pienne "Caspian Power" et du 28e Forum de l'énergie de Bakou. L'assurance de la sécurité énergétique globale, du potentiel de l'énergie alternative et renouvelable, de l'expansion de la coopération dans le domaine de la promotion des projets de l'énergie verte, ainsi que de la diversification des sources d'énergie, ont été les thèmes abordés le long de l'événement qui a regroupé des experts venus de près de 40 pays ainsi que des représentants de 249 compagnies pétro-gazières. En marge de la manifestation, « plusieurs contacts ont été établis, avec plusieurs représentants de compagnies opérant dans le secteur des hydrocarbures, notamment la société d'État State Oil Company of the Azerbaijan Republic (Socar), au cours desquels, il a débattu des opportunités d'investissement offertes ainsi que les partenariats réalisables dans le domaine », précise Sonatrach dans un communiqué.

R. E.

LEVÉES DE FONDS DES START-UP AFRICAINES

En hausse de 42% en mai 2023, à 621,8 millions \$

L'Afrique de l'Est concentre près des deux tiers des financements récoltés par les jeunes pousses actives sur le continent durant le mois écoulé, grâce notamment aux méga-tours réalisés par deux start-up kényanes. Les levées de fonds réalisées par les start-up africaines durant le mois de mai 2023 ont totalisé 621,8 millions de dollars, enregistrant ainsi une hausse de 42% par rapport au même mois de 2022, selon des données publiées ce lundi 5 juin par le cabinet de conseil en économie numérique TechCabal Insights. Comparativement au mois d'avril 2023, les fonds récoltés par les jeunes pousses du continent ont augmenté de 379%, a-t-on précisé de même source. La répartition des levées de fonds par sous-région montre que les start-up d'Afrique de l'Est ont accaparé 414,7 millions de

dollars, ce qui représente 64,6% du total des financements mobilisés. Viennent ensuite l'Afrique australe (21,3%), Afrique de l'Ouest (13,7%) et l'Afrique du Nord (0,4%). La part prépondérante de l'Afrique de l'Est s'explique essentiellement par les méga-tours réalisés par deux start-up kényanes : la plateforme de financement M-Kopa (255 millions de dollars) et le fournisseur de solutions solaires hors réseau Sun King (130 millions de dollars).

La répartition sectorielle des levées de fonds par secteur d'activité montre que les fintechs arrivent en tête avec 442 millions de dollars (68,9%), devant les cleantechs (20,3%), et les start-up opérant dans le domaine du transport et de la logistique (6,1%).

R. E.

EL-MEGHAÏER

Nouveaux projets de développement au profit des communes de Djamaâ et Morara

De nouveaux projets de développement sont en cours de concrétisation dans les communes de Djamaâ et Morara relevant de la wilaya d'El-Meghaïer inscrits au titre des plans communaux de développement (PCD), susceptibles d'améliorer le cadre de vie de la population des deux collectivités locales, a-t-on appris dimanche auprès des services de la wilaya.

Parmi ces opérations figurent la réalisation d'un réseau d'assainissement sur une distance de 670 mètres linéaires au niveau du quartier "Al-Alia", (nord-ouest de la commune de Morara), ainsi qu'une nouvelle route reliant entre Morara et le village de "Sbaa j'dour" sur une distance de 2,5 kilomètres qui est inscrit dans le cadre des projets de désenclavement des zones d'ombre, selon la même source.

La même collectivité a également bénéficié de la réalisation d'une nouvelle cité administrative, et l'équipement du collège d'enseignement moyen (CEM) "Arouk Kouider" du village d'El-Abadliya, de deux laboratoires, qui seront mis en exploitation au début de la prochaine rentrée scolaire, a-t-on précisé.

Pour sa part, la commune de Djamaâ, la deuxième grande agglomération après celle du chef lieu de wilaya, a bénéficié d'une opération de réhabilitation de la route nationale (304) reliant les villes de Djamaâ et Morara, ainsi que d'un projet de réalisation et équipement d'une station de pompage des eaux usées au quartier "Sidi Yahia" dans la commune de Djamaâ, et la réhabilitation de la route communale (RC-N 8).

Le secteur de la santé dans cette collectivité a été renforcé par la réalisation d'un hôpital (120 lits), qui permettra de rapprocher les prestations de santé du citoyen, a-t-on expliqué. Les autorités locales œuvrent pour garantir la qualité du service public et le suivi des chantiers des projets destinés au profit des citoyens à travers toutes les communes de la wilaya d'El-Meghaïer.

MÉDÉA

Mise en place de six pôles d'intervention contre les incendies de forêts

Six pôles d'intervention ont été mis en place à Médéa dans le cadre du dispositif de lutte contre les incendies de forêts dotés de moyens de lutte adéquats, a-t-on appris, lundi, auprès de la Conservation locale des forêts.

Selon le chef de service de protection du patrimoine forestier auprès de la Conservation des forêts de la wilaya de Médéa, Ahmed Salem, six (6) pôles d'intervention ont été ainsi mis en place à Médéa, Berrouaghia, Beni-Slimane, Ksar-el-Boukhari, Tablat et à Ain-Boucif couvrant chacun plusieurs communes exposées à des risques d'incendies de forêts ou de feux de récoltes. La mise en place de ces pôles d'intervention a pour but, a souligné le même responsable, de « mieux organiser et encadrer » les opérations de lutte anti-incendie, la maîtrise « rapide » des départs de feux » et « limiter » autant que possible des dégâts susceptibles d'être occasionnés

par des incendies. Ce type d'organisation vise également à assurer une « meilleure coordination » entre les différentes parties impliquées dans la lutte contre les incendies de forêts, à savoir la Protection civile, les collectivités locales et les comités de riverains, a ajouté M. Salem. Il a fait part, dans le même contexte, de la mise en place de pas moins de 49 brigades de riverains des zones forestières, dont la mission est d'appuyer en cas de besoins les équipes d'intervention de la Conservation des forêts et de la Protection civile qui sont appelées à intervenir sur des foyers d'incendies situés à proximité de leurs lieux d'habitation. Des actions préventives ont été menées au niveau des zones forestières de

Médéa dans le cadre du dispositif de lutte contre les incendies de forêt qui sera opérationnel à partir du 1 juin, a-t-il rappelé. Outre les opérations de nettoyage des abords de routes et l'exécution de travaux de labours autour des champs de céréales, une soixantaine de kilomètres de pistes forestières ont été ouvertes et plusieurs points de ravitaillement d'eau ont été réalisés à l'intérieur des massifs forestiers, a précisé M. Salem. Pas moins de 23 brigades d'intervention composées de 230 agents et cadres forestiers sont mobilisées pour la campagne de lutte anti-incendie, auxquels s'ajoutent mille agents communaux et des dizaines d'engins, a-t-il conclu.

SONELGAZ /BOURIA

Large campagne pour le recouvrement des créances

La direction de distribution de Bouira, a cumulé pour le premier trimestre de l'année en cours 1825,5 millions de dinars de créances, lit-on dans un communiqué de presse de sa cellule de communication.

La facture en question est répartie sur les abonnés résidentiels qui détiennent 1038,2 millions de dinars soit un taux de 60% du montant global, et les administrations qui détiennent 575,6 millions de dinars ce qui représente environ 18%, et enfin les opérateurs économiques tous secteurs confondus qui détiennent quand à eux 211,2 millions de dinars. « Ces créances nous freinent énormément nos projets relatifs au plan de

développement, programme propre et programme de l'Etat qui ont pour but essentiel, l'amélioration de la qualité et la continuité de service et par conséquent, l'amélioration des conditions de vie des citoyens » indiquera Mlle Widad Benyoucef, chargée de la communication de la Sonelgaz de Bouira. Toutefois, et afin que les abonnés puissent s'acquitter de leurs redevances les services Sonelgaz distribution de Bouira, ont mis en place des facilitations et une possibilité de bénéficier d'un échéancier flexible. Dans la même optique, un plan spécial de recouvrement de ces créances à travers le lancement de l'opération baptisée « Tahsil » qui est une large et « intensive » campagne de recouvre-

ment des créances, qui consiste au renforcement des agences commerciales par les agents de tous les services techniques électrique et gaz existant sur le territoire de la wilaya, en vue de recouvrer ses créances impayées. Quant aux moyens de paiement, la Direction de distribution de Bouira, offre la possibilité de payer les factures au niveau de toutes les agences commerciales de la société au niveau national qui sont dotées des appareils TPE (Terminal de Paiement Electronique), permettant au client, le paiement par la carte CIB (carte inter bancaire) et la carte Edahabia et dans les bureaux de poste à travers le territoire national.

ORAN

Départ du premier groupe de hadjis de l'aéroport d'Oran vers les Lieux saints de l'islam

Le premier groupe de hadjis des wilayas dans l'Ouest du pays s'est envolé dimanche soir vers les Lieux saints de l'islam en Arabie Saoudite pour accomplir les rites du Hadj pour la saison 2023 correspondant à l'année 1444 de l'hégire.

Ce premier vol a quitté l'aéroport international Ahmed Ben Bella d'Oran avec 302 hadjis, à bord d'un avion de la Compagnie Air Algérie à destination de l'aéroport de Médine, en plus de deux membres de la mission (un encadreur et un guide religieux) qui seront chargés de l'accompagnement des hadjis durant la période de l'accomplissement des rites.

Les autorités de la wilaya étaient présentes pour saluer le groupe de hadjis à son départ d'Oran. L'aéroport international a pris une batterie de mesures pour garantir le transport des pèlerins vers les Lieux saints de l'islam dans les meilleures conditions, notamment l'aménagement des structures du point d'arrivée vers l'aérogare jusqu'à l'embarquement et l'attribution d'une

zone d'accompagnement des pèlerins, selon le Directeur de l'aéroport, Benchenine Nadjib.

Entre autres dispositions figure l'attribution de couloirs verts pour les hadjis, en particulier pour les personnes âgées et les personnes aux besoins spécifiques, ainsi que l'augmentation du nombre de guichets d'enregistrement et la mobilisation de neuf bus pour transporter les pèlerins de la salle d'attente vers l'avion, en plus d'un parking d'une capacité de 1.000 véhicules, selon le même responsable.

A noter que 26 vols ont été programmés vers les Lieux saints de l'islam à partir de l'aéroport international d'Oran Ahmed Ben Bella pour assurer le transport d'environ 8.375 pèlerins en provenance des wilayas dans l'Ouest du pays.

Il s'agit de 11 vols à bord de la Compagnie Air Algérie et 15 autres à bord des lignes de Saudia Airlines qui s'étaient du 4 au 23 juin courant avec une moyenne de 300 hadjis pour chaque vol.

SKIKDA/STATION D'ÉPURATION DES EAUX USÉES DE FILFILA

Le Bout Du Tunnel... Après Trois Ans De Retard

Le projet de réalisation de la station d'épuration des eaux usées de la commune de Filfila (est de Skikda) sera réceptionné en décembre 2023, a-t-on appris, auprès des services de la wilaya. Cet équipement, lancé en travaux en 2019, a nécessité la mobilisation d'une enveloppe financière d'environ trois milliards de dinars, et dispose d'une capacité de traitement de 220.000 mètres cubes par jour, a précisé la même source. Une fois mise en exploitation, la station assurera l'épuration des eaux usées de la commune de Filfila-centre,

mais également du pôle urbain de Bouzaâroura, de la cité Saleh Chebel, des zones touristiques de Filfila et de la cité Larbi Ben M'hidi de Skikda, a-t-on ajouté à la wilaya, notant que huit hôtels touristiques de la commune de Filfila seront raccordés à la station. Le taux d'avancement du projet est aujourd'hui de l'ordre de 75 %, a aussi indiqué la même source. Par ailleurs, les autorités de la wilaya ont ordonné, devant le retard constaté dans les travaux, l'accélération du rythme de réalisation dès lors que cette station permettra d'éliminer la pollu-

tion dans les plages de Skikda et de Filfila. A ce propos, la cheffe de l'exécutif, Houria Meddahi, a sollicité l'ouverture d'une enquête ministérielle sur les raisons de ce retard, estimé à 36 mois, compte tenu de l'importance capitale de cet ouvrage. En effet, une délégation d'officiels, dont la wali, a effectué, mercredi 31 mai, une visite d'inspection sur le site. Elle a assisté à un exposé sur le fonctionnement de la station, dont les travaux ont été lancés le 21 avril 2019 avec un délai de réalisation fixé à quatorze mois.

Comment des puissances émergentes clés refusent l'affrontement entre les États-Unis, la Russie et la Chine

Selon plusieurs fuites de documents, les stratégies des pays émergents pour esquiver l'affrontement entre grandes puissances remettent en cause le calendrier international de Biden.

L'agenda mondial du président Biden est confronté à d'importants défis, dans la mesure où les principales nations en voie de développement cherchent à échapper à l'intensification de la confrontation entre les États-Unis, la Russie et la Chine, et essaient dans certains cas, d'exploiter cette rivalité à leur profit, comme le montrent des rapports confidentiels des services de renseignement américains.

Ces documents, qui font partie de la fuite d'un ensemble de documents secrets américains diffusés via la plateforme de messagerie Discord, donnent un rare aperçu des petits calculs des grandes puissances émergentes, dont l'Inde, le Brésil, le Pakistan et l'Égypte, qui cherchent à changer d'allégeance à une époque où l'Amérique n'est plus la superpuissance incontestée du monde.

Les conclusions des services de renseignement qui ont fait l'objet d'une fuite, qui n'avaient encore jamais été divulguées auparavant, donnent également un nouvel aperçu des obstacles auxquels Biden est confronté alors qu'il veut obtenir un soutien mondial pour ses efforts visant à empêcher la progression de l'autoritarisme, à contenir la belligérance de la Russie par delà ses frontières et à contrer la croissance de l'influence mondiale de la Chine, alors que les puissances régionales influentes tentent de rester à l'écart.

La Maison Blanche n'a pas répondu à une demande de commentaire. Le ministère de la défense, qui a transmis une grande partie des documents à de hauts responsables avant qu'ils ne soient divulgués en ligne, s'est refusé à tout commentaire. Matias Spektor, chercheur à la Fondation Carnegie pour la paix internationale, a déclaré que les pays en voie de développement procédaient à un recentrage alors que l'Amérique est confrontée à une nouvelle concurrence puissante, tandis que la Chine fait valoir son nouveau pouvoir économique et militaire et que la Russie, bien qu'affaiblie par la guerre du président Vladimir Poutine en Ukraine, démontre sa capacité à déjouer la pression occidentale.

« On ne sait pas qui occupera la première place dans dix ans, c'est pourquoi les entreprises doivent diversifier leurs risques et protéger leurs intérêts », a déclaré Spektor.

C'est particulièrement évident dans le cas du Pakistan, qui après le 11 septembre a reçu des États-Unis des milliards de dollars d'aide économique et en matière de sécurité, mais qui dépend aujourd'hui fortement des investissements et des prêts chinois. Selon l'un des documents divulgués, Hina Rabhani Khar, ministre d'État pakistanaise aux affaires étrangères, a déclaré en mars que son pays ne pouvait « plus essayer de maintenir une position médiane entre la Chine et les États-Unis ».

Dans une note interne intitulée « Pakistan's Difficult Choices » (Les choix difficiles du Pakistan), Khar, qui a précédemment occupé le poste de ministre des affaires étrangères du Pakistan, a mis en garde Islamabad contre la tentation de donner l'impression de vouloir apaiser l'Occident et a déclaré que l'instinct qui pousse le Pakistan à préserver son partenariat avec les États-Unis finirait par compromettre tous les avantages de ce que elle considère comme le « véritable partenariat stratégique » du pays avec la Chine. Le document ne daté des services de renseignement ne précise pas comment les États-Unis ont eu accès au mémo de Khar.

Un autre document, daté du 17 février, décrit les délibérations du Premier ministre pakistanais Shehbaz Sharif avec un subordonné au sujet d'un vote à venir de l'ONU sur le conflit ukrainien et de ce que le gouvernement prévoyait devoir être une nouvelle pression occidentale pour soutenir une résolution condamnant l'invasion de la Russie.

L'assistant indiquait à Sharif que le soutien à cette mesure marquerait un changement de position du Pakistan après son abstention antérieure sur une résolution similaire, selon le document des services de renseignement. Il faisait remarquer que le Pakistan était en capacité de négocier des accords commerciaux et énergétiques avec la Russie, et que le fait d'approuver la résolution défendue par l'Occident pourrait compromettre ces liens.

Lors du vote de l'Assemblée générale des Nations unies le 23 février, le Pakistan faisait partie des 32 pays qui se sont abstenus. Les responsables pakistanais et ceux des autres pays cités dans les documents divulgués se sont refusés à tout commentaire. Alors que les principaux alliés des États-Unis en Europe et en Asie de l'Est se sont associés pour soutenir la campagne de Biden en faveur de l'Ukraine, en fournissant un éventail toujours plus important d'armes et en renonçant à l'énergie russe, Washington s'est heurté à des résistances dans d'autres régions. L'administration Biden a fait savoir à ces pays qu'elle ne leur demandait pas de choisir entre les États-Unis, d'une part, et la Chine et la Russie, d'autre part, un message que le secrétaire d'État Antony Blinken a souligné lors de ses déplacements. Mais des pays comme l'Afrique du Sud et la Colombie s'insurgent contre ce qu'ils considèrent comme une demande implicite de choix.

Lorsque, l'année dernière, Blinken s'est rendu en Afrique du

Sud, autre puissance émergente qui a récemment organisé des exercices militaires conjointement avec la Russie et qui pourrait rejeter la demande de la Cour pénale internationale d'arrêter Poutine s'il se rendait sur place lors d'un sommet cette année, les autorités de ce pays ont déclaré au secrétaire d'État qu'ils ne se laisseraient pas imposer des décisions qui ne leur conviendraient pas.

De même, l'Inde a semblé éviter de prendre parti entre Washington et Moscou lors d'une rencontre le 22 février entre le conseiller indien à la sécurité nationale, Ajit Kumar Doval, et son homologue russe, Nikolay Patrushev, comme l'indique un autre des documents ayant fait l'objet d'une fuite.

Le rapport indique que Doval a assuré Patrushev du soutien de l'Inde à la Russie dans les instances internationales et que New Delhi faisait en sorte que la guerre ne soit pas évoquée lors d'une réunion du Groupe des 20 présidée par l'Inde, en dépit de « pressions considérables » exercées en ce sens. Lors de la réunion des ministres des affaires étrangères du G-20 qui s'est tenue à New Delhi une semaine plus tard, le désaccord sur l'Ukraine a entraîné l'échec de la recherche d'un consensus concernant de bien plus vastes défis mondiaux.

Doval, selon le document divulgué, a également mentionné la résistance de l'Inde aux pressions exercées pour qu'elle soutienne la résolution de l'ONU sur l'Ukraine présentée par l'Occident, affirmant que son pays « ne s'écarterait pas de la position de principe qu'il avait jusque là adoptée ».

Les gens au fait de la position de l'Inde affirment que le pays ne soutient pas la guerre de la Russie – comme en témoigne la dénonciation que le Premier ministre Narendra Modi a adressée en personne à Poutine – mais qu'il dépend depuis longtemps du soutien de Moscou aux Nations unies et qu'il n'a guère d'autre choix que de maintenir ses liens énergétiques et économiques avec la Russie.

À la différence du mouvement des non-alignés qui s'est développé pendant la guerre froide, qui a vu des pays en voie de développement comme l'Algérie et Cuba s'opposer au colonialisme et à la domination occidentale, les experts affirment qu'il n'existe aujourd'hui pas grand chose en commun en terme d'idéologie et d'allégeance explicite entre les pays qui cherchent à naviguer au milieu de cette rivalité entre grandes puissances.

Les pays d'Asie centrale, quant à eux, « cherchent à exploiter » cette concurrence et à capitaliser sur l'intérêt croissant des États-Unis, de la Chine et de l'Europe, alors qu'ils cherchent à réduire leur dépendance à l'égard de la Russie, selon une évaluation du 17 février du Bureau du directeur du renseignement national (Office of the Director of National Intelligence). Le document ne dévoile pas l'identité de ces pays, mais il s'agit probablement de nations telles que le Kazakhstan qui souhaitent affaiblir l'influence russe et développer de nouveaux partenariats dans les domaines de l'énergie et du commerce.

Les dirigeants de la région « sont désireux de travailler avec qui ce soit en position d'offrir les résultats les plus immédiats, c'est-à-dire, pour l'instant, la Chine », indique le document. Certains des responsables des pays du Sud, un terme utilisé pour décrire les régions d'Asie, d'Afrique et d'Amérique latine, se positionnent comme un pont diplomatique entre les trois rivaux. On y trouve le président brésilien Luiz Inácio Lula da Silva, qui, après la période d'isolationnisme due à son prédécesseur Jair Bolsonaro, cherche à donner à son pays un rôle de premier plan sur la scène internationale.

Les documents divulgués présentent la proposition de Lula de créer un « bloc mondial de la paix » pour servir de médiateur entre les intérêts américains et chinois et ainsi mettre un terme aux combats en Ukraine, indiquant que le dirigeant brésilien de gauche prévoyait de discuter de cette initiative avec le président Xi Jinping lors de sa visite en Chine, celle-ci a eu lieu en avril. Lula a irrité les pays de l'OTAN en laissant entendre qu'ils prolongeaient le conflit ukrainien en fournissant des armes à Kiev et en proposant que, pour parvenir à la paix, la Russie cède une partie du territoire qu'elle contrôle en Ukraine tout en conservant la péninsule de Crimée occupée, une éventualité rejetée par le président ukrainien Volodymyr Zelensky.

Selon les renseignements cités dans les documents divulgués, des officiels du ministère russe des affaires étrangères soutenaient la proposition de Lula, affirmant que cela viendrait contrecarrer le discours « agresseur-victime » occidental concernant l'Ukraine. Peu après son retour de Chine, Lula a accueilli le ministre russe des affaires étrangères à Brasilia. L'initiative de Lula prenait forme au moment même où son gouvernement accueillait deux navires de guerre de l'Iran, grand rival américain, les deux unités étaient placées sous le coup d'un programme de sanctions américaines. Un document daté de mars figurant dans les fuites via Discord indique que les navires Makran et Dena, qui font partie du 86e groupe naval déployé par l'Iran, ont effectué une escale d'une semaine à Rio de Janeiro le 4 mars.

Le Pentagone a estimé que Lula « a probablement approuvé

cette escale pour renforcer sa réputation de médiateur mondial et redorer l'image du Brésil en tant que puissance neutre », mais a déclaré que la visite ne présageait pas nécessairement d'une expansion majeure de relations militaires entre les deux pays, en dépit des espoirs iraniens en ce sens, selon la note qui a fuité.

Il a ajouté que les gouvernements du Chili, de l'Argentine, de l'Uruguay et du Venezuela avaient rejeté les demandes de l'Iran en matière de visites similaires.

Le document indique qu'avant la visite, certains responsables de la marine brésilienne avaient fait pression sur les États-Unis pour inciter le gouvernement de Lula à refuser cette visite, car ils ne voulaient pas que Washington la considère comme un « recentrage » des partenariats extérieurs du Brésil.

Selon le document, un haut fonctionnaire du ministère brésilien des affaires étrangères a déclaré que le Brésil n'avait aucune raison de faire un lien avec le mauvais bilan de l'Iran en matière de droits humains, ni aucun motif juridique pour refuser la demande de l'Iran. Le document indique que la marine brésilienne a minimisé la visite auprès des médias, mais a organisé une cérémonie à bord du Dena.

Le président argentin, Alberto Fernández, prévoyait quant à lui de faire appel à une nouvelle alliance de pays latino-américains, dont l'Argentine, le Mexique et le Brésil, pour obtenir plus de pouvoir dans le cadre de négociations avec les États-Unis, la Chine et l'Union européenne, selon un autre document qui a fait l'objet d'une fuite.

Comme l'a déjà signalé le Washington Post, les répercussions des tensions entre les États-Unis et la Russie se font sentir d'une manière particulièrement grave en Égypte, qui reçoit plus d'un milliard de dollars par an d'aide de Washington, mais qui a renforcé ses liens avec Moscou. La Russie est actuellement en train de construire la première centrale nucléaire égyptienne et promet de fournir aussi du matériel militaire.

Les documents divulgués montrent que l'Égypte tente de loucher pour sortir de l'impasse de l'Ukraine et parer aux demandes de soutien militaire de la part tant de la Russie que des États-Unis. Selon les évaluations des services de renseignement américains, le président Abdel Fattah El-Sisi avait initialement donné l'ordre de produire 40 000 roquettes destinées à être secrètement livrées à la Russie, mais il a ensuite semblé céder à la pression des États-Unis et a reporté cet accord, acceptant à la place de fabriquer des obus d'artillerie pour l'Ukraine.

Spektor a déclaré que malgré la tentative de l'administration Biden de courtiser, plutôt qu'intimider, les pays en voie de développement pour qu'ils soutiennent ses priorités mondiales, ceux-ci resteront probablement méfiants.

« Ces pays voient bien ce que sont les États-Unis, et les États-Unis sont tellement plus puissants qu'eux, a déclaré Spektor. Lorsqu'on a affaire à un mammouth, peu importe qu'il soit ou non réceptif à ce que vous dites. Lorsqu'il bouge, la terre tremble quand même. »

Les fuites via Discord

Lors d'entretiens exclusifs avec un membre du groupe Discord, plateforme sur laquelle les documents des services de renseignement américains ont été échangés, le Washington Post a appris des détails sur l'auteur présumé de la fuite, « OG ».

Le Post a également obtenu un certain nombre de documents inédits provenant d'un corpus constitué de clichés de fichiers classifiés postés sur un serveur privé sur l'application de chat Discord.

Comment la fuite s'est-elle produite ? Selon le Washington Post, la personne qui a divulgué les informations a partagé les documents avec un petit cercle d'amis en ligne sur la plateforme de discussion Discord. Telle est la chronologie de la fuite des documents.

L'auteur présumé de la fuite de documents : Jack Teixeira, un jeune membre de la Garde nationale aérienne du Massachusetts, a été inculpé dans le cadre de l'enquête sur les fuites de centaines de pages de renseignements militaires classifiés.

Teixeira a précisé aux membres du groupe en ligne qu'il travaillait en tant que personnel de soutien technologique sur une base à Cape Cod, a déclaré un membre du serveur Discord au Post. C'est là ce que nous avons appris concernant l'auteur présumé de la fuite de documents.

Concernant ce que nous ont appris les documents divulgués : La fuite massive de documents a révélé toute une série de secrets du gouvernement américain, notamment des pratiques d'espionnage des alliés, les sombres perspectives de la guerre entre l'Ukraine et la Russie et la précarité des défenses aériennes de Taïwan. Sur le plan diplomatique, ces révélations ont également mis le feu aux poudres à la Maison-Blanche. C'est là ce que nous avons appris à partir des documents.

Source : Washington Post, Missy Ryan, 29-04-2023
Traduit par le site Les-Crises

MINISTRE DES AFFAIRES
ÉCONOMIQUES72% des investisseurs respectent
leur contrat avec l'État mauritanien

Des membres du gouvernement ont commenté, mercredi soir, les résultats du conseil des ministres qui s'est déroulé plus tôt dans la matinée.

Il s'agit du ministre de la Culture, de la Jeunesse, des Sports et des Relations avec le Parlement, M. Mohamed Ould Soueidatt et du ministre des Affaires économiques et de la Promotion des Secteurs Productifs, M. Ousmane Mamadou Kane. Intervenant le premier, le ministre de la Culture a indiqué que le conseil a examiné et approuvé plusieurs projets de décrets et des communications, dont celle relative à l'approbation d'une convention d'établissement entre la Mauritanie et une société émiratie. Il a ensuite invité son homologue des Affaires économiques, à prendre la parole afin de donner plus de détails. Le ministre des Affaires économiques a exposé les points saillants du projet de décret relatif à l'approbation d'une convention d'établissement entre la Mauritanie et la société émiratie Al Dhafra. Il s'agit selon le ministre d'un projet important dans le secteur de l'agriculture, avec un investissement cinq milliards d'anciennes ouguiyas, au Trarza dans la zone de l'Atout Sahili. Il vise, poursuit le ministre, à valoriser 2000 hectares sur quatre ans, afin de produire des céréales la première année, des produits maraichers la deuxième, du fourrage et des produits laitiers ensuite. En ce qui concerne la dimension emploi, le ministre a précisé qu'il est prévu dans la convention que le projet engendre 100 emplois directs 1000 autres de façon indirecte. Par ailleurs, le ministre a déclaré que la réunion du conseil des ministres, a été aussi l'occasion pour lui de faire le point auprès du conseil de la situation des agréments accordés au fil du temps, afin de voir ce qui en a été fait sur le terrain. Ainsi, le ministre a souligné qu'à ce jour, quelques 230 agréments ont été octroyés, pour un investissement total de 140 milliards d'anciennes ouguiyas, incluant la création de 21 600 emplois. D'après le ministre, la revue a posteriori de l'usage fait des investissements, a montré que 7,8% de ces agréments ont été octroyés à des sociétés que le ministre n'a pas pu localiser physiquement sur le terrain et 20% des à des entreprises qui ont fermé. Le reste des agréments, soit 72%, a été donné à des investisseurs qui remplissent les conditions de leurs contrats signés avec l'État mauritanien. S'agissant des sanctions, le ministre a révélé que des mesures sont prises pour faire face à ceux qui ne remplissent les conditions établis dans leurs contrats, à commencer par le retrait de leur certificat d'investissement.

Il a précisé que dans un premier temps, trois cas qui ont été jugés relativement frauduleux. Ces cas ont été soumis à la douane afin qu'elle fasse ce que dit la loi dans ces circonstances, a précisé le ministre. Le ministre des Affaires économiques a par la suite répondu à deux questions. La première est relative à l'impact de la convention d'établissement signée avec la société Al Dhafra. Il a souligné qu'il y aura un impact sur la sécurité alimentaire, sur la croissance et sur la balance de paiement, du coup c'est tout le pays qui en bénéficie. Et au niveau du Trarza plus spécifiquement, l'impact ce sera entre autres la création d'emplois. S'agissant de la convention qu'il a signée le 3 mai aux Emirats Arabes Unies, le ministre a expliqué qu'il concerne la contribution du fonds d'Abu Dhabi pour le développement au financement du projet d'adduction d'eau entre la ville de Gouraye et Kiffa, d'une valeur de 30 millions de dollars américains.

Le projet entier coûte environ 320 millions financés par l'État mauritanien et six bailleurs extérieurs, a indiqué le ministre. Il a précisé que cinq conventions ont déjà été signées et la sixième bailleur attend que son conseil d'administration se réunisse pour examiner la convention. Pour lui, on peut dire que le financement est totalement bouclé et il reste seulement l'exécution de cet important projet pour le pays. Répondant à son tour à des questions, le ministre de la Culture a rappelé que la commission électorale nationale indépendante (CENI) a été mise en place par consensus, notant que s'il y a eu des manquements, c'est toutes les parties qui sont impactées. Pour ce qui est de la participation de certains membres du gouvernement d'une façon ou d'une autre aux élections du 13 mai, le ministre de la Culture a estimé que les intérêts des citoyens sont sauvegardés, précisant que des ministres ont assuré l'intérim de leurs collègues impliqués dans les élections.

PHOTOVOLTAÏQUE EN TUNISIE

De nouvelles alternatives

«Star Solar» apporte de nouvelles alternatives dans le photovoltaïque en Tunisie grâce à son partenariat avec «Trina Solar» et «Growatt».

«Star Solar», entreprise tunisienne agissant dans le domaine de l'énergie solaire, filiale du groupe «3star Company», annonce qu'elle est désormais le distributeur officiel en Tunisie de deux opérateurs internationaux parmi les leaders mondiaux de leur secteur : «Trina Solar», fournisseur de modules photovoltaïques, et «Growatt», spécialisé dans les onduleurs électriques. «Trina Solar» est classée parmi les trois premières marques mondiales. Elle symbolise l'excellence et la haute qualité. «Growatt» est, pour sa part, un leader mondial dans la fabrication des modules résidentiels, possédant une expertise technique sans égale en la matière», a annoncé Lassâad Châari, fondateur de la société «Star Solar», lors d'un séminaire professionnel organisé récemment à Tunis.

Une large gamme de modules photovoltaïques

Cette coopération tripartite va permettre de proposer au marché tunisien des solu-

tions innovantes à moindre coût, notamment pour le résidentiel. «Nous travaillons sur une offre d'installation photovoltaïque résidentielle qui sera lancée bientôt avec un coût très compétitif», a également déclaré le responsable de la société.

En vertu de ces nouveaux partenariats, «Star Solar» met désormais à la disposition de ses clients en Tunisie une large gamme de modules photovoltaïques «Trina Solar» et distribue une large gamme d'onduleurs «Growatt» en assurant la continuité et la disponibilité du stock, le service après-vente et la réparation. De son côté, Abdellatif Kallel, directeur marketing de «Star Solar», a annoncé que ces partenariats s'appuient sur des équipements photovoltaïques haut de gamme et sur un service après-vente de qualité. «Nous offrirons une garantie de 7 ans pour les onduleurs et de 12 ans pour les panneaux photovoltaïques», a-t-il indiqué lors de l'événement, ajoutant que la société se tournera également vers le marché africain dans une prochaine étape. «3star Company», en sa qualité de distributeur offi-

ciel de «Samsung Electro-ménager» en Tunisie, dispose d'un réseau de 62 agences réparties sur tout le territoire. Dans une démarche de synergies, ce réseau constituera autant de points de vente pour Star Solar. «Cela va de toute évidence nous donner des ailes pour nous envoler et fournir un service rapide et de proximité à nos clients», a encore ajouté Kallel.

Un partenariat sur le long terme

Le fabricant «Trina Solar» propose à cet effet une large gamme de panneaux photovoltaïques de différentes puissances. Techniquement, il se distingue par sa capacité à proposer des cellules de grandes tailles permettant d'être découpées en trois au lieu de deux. Ce qui offre ainsi plus d'alternatives techniques à l'installation et plus de flexibilité, d'autant plus qu'elles ont une performance mécanique supérieure par rapport aux panneaux équivalents et en comparaison même avec des panneaux plus petits.

Mehdi Alami, représentant de «Trina Solar» pour l'Afrique de l'Ouest et

l'Afrique francophone, présent à Tunis à l'occasion du séminaire, a mis en exergue la durabilité de la coopération souhaitée. «Nous parlons dans notre domaine de partenariat sur le long terme. Il est donc important d'avoir un partenaire qui sera encore présent dans 25 ou 30 ans. C'est donc une garantie pour tout acheteur qui nous trouvera même après 25 ans ou plus», a-t-il affirmé. Le troisième maillon de cette chaîne de partenariat est constitué de la société «Growatt», qui fournit une large gamme de solutions photovoltaïques intelligentes pour des installations résidentielles, commerciales et publiques. Christine Wang, directrice des ventes Afrique pour «Growatt» à Tunis, a formulé, à l'occasion du séminaire organisé par «Star Solar», le vœu que ce partenariat soit une occasion d'apporter les solutions énergétiques intelligentes les meilleures. «Nous avons choisi «Star Solar» parce qu'il s'agit d'une société compétente côté technique et services après-vente», a-t-elle souligné.

MAROC

Une manifestation contre la vie chère réprimée à Casablanca

Les forces de sécurité marocaines ont réprimé dimanche à Casablanca une manifestation contre la vie chère et l'inaction du gouvernement à laquelle avait appelé la Confédération démocratique du travail (CDT, syndicat).

Plusieurs milliers de personnes, venues des quatre coins du pays, ont répondu à l'appel de la CDT et se sont rassemblées dans le centre historique de la capitale économique, pour réclamer la hausse des salaires et la baisse des prix, scandant des slogans qui visaient le gouvernement.

"Justice pour les travailleurs", "augmentation des salaires", "protection du système des retraites", ont notamment recordé les manifestants.

Des bousculades et échauffourées ont éclaté avec les forces de l'ordre, disposées tout autour de la place pour réprimer cette manifestation, selon les médias.

"C'est une honte, la subsistance des travailleurs est en danger", ont protesté les manifestants, presque tous vêtus de chaboules, brassards et casquettes jaunes, la couleur du CDT.

"Comment les plus modestes peuvent-ils vivre" avec l'envolée des prix des aliments?, ont-ils lancé.

Initialement, la CDT souhaitait organiser une marche nationale à Casablanca

mais le défilé a été interdit par les autorités locales, a raconté Tarik Alaoui El Housseini, un membre du Conseil national du syndicat. "On s'en est tenu à un sit-in", a-t-il expliqué.

"Nous sommes ici pour crier notre mécontentement contre l'envolée des prix et les attaques contre le pouvoir d'achat", a expliqué un membre de la CDT, Abdellah Lagbouri.

La Fédération de la gauche démocrate et socialiste, qui a participé à la manifestation, a condamné avec force l'agression dont a été victime son secrétaire général, Abdeslam El-Aziz, de la part des forces de sécurité qui ont fait usage de "violence excessive".

"Cette manifestation a enregistré des agressions et provocations de la Force publique envers les protestants", selon un communiqué du parti.

Des vidéos publiées par plusieurs partis et instances ayant participé à ce rendez-vous ont montré les interventions musclées des forces de sécurité contre les manifestants, lesquels ne faisaient que crier leur ras-le-bol.

Le parti de la Voie démocratique (Annahj Addimocrati) a également dénoncé le "blocus" imposé par les forces du Makhzen sur les manifestants.

Plusieurs partis et organisations avaient appelé leurs militants et tous les Marocains à prendre part à ce rendez-vous,

en signe de protestation contre les conditions dans lesquelles vit la classe ouvrière, soulignant que le fait de répondre à cet appel vient de la conviction que la lutte sur le terrain est l'arme de tous ceux qui sont touchés par les politiques discriminatoires adoptées par le régime du Makhzen.

Le Maroc est confronté à une flambée des prix, en particulier des produits alimentaires, qui touche les ménages les plus modestes (+16,3% sur un an).

La CDT dénonce "l'inaction du gouvernement qui n'a pas appliqué l'accord social conclu l'an dernier", selon Nadia Soubat, membre du bureau exécutif du syndicat.

Dans le même sillage, le Front social marocain a annoncé l'organisation de plusieurs sit-in dans tout le territoire marocain, le 20 juin, pour commémorer le soulèvement du 20 juin 1981 à Casablanca, et protester contre la persistance des prix élevés.

Le Front marocain, qui regroupe des dizaines de syndicats, d'associations de défense des droits de l'Homme et de partis politiques, a souligné dans un communiqué "la nécessité de promouvoir et de renforcer l'esprit d'unité et de lutte, pour la défense du peuple marocain, en mettant l'accent sur l'élargissement du cercle d'action et de lutte".

AFRIQUE DE L'OUEST

Une dangereuse surpêche côtière

Alors que les navires industriels étrangers raclent illégalement les fonds marins, des usines spécialisées dans la production de la farine et de l'huile de poisson ciblent des espèces qui constituaient jusqu'à récemment une source de protéines abondante et peu coûteuse.

Les mauvaises pratiques de certains acteurs du secteur de la pêche en Gambie mettent à mal les moyens de subsistance des populations et nuisent à l'environnement dans les régions côtières, selon un rapport publié le 31 mai dernier par l'ONG Amnesty International.

Intitulé « Gambie. Le coût humain de la surpêche. Comment la surexploitation des ressources halieutiques à Sanyang menace les droits humains », ce rapport se base des enquêtes menées dans la capitale Banjul et la région côtière de Sanyang, qui est à la fois une zone touristique et un haut lieu de la pêche. Il en ressort que la situation des populations locales à Sanyang (Sud-ouest) est extrêmement difficile, en raison non seulement de la pêche illégale, non déclarée et non réglementée (INN) pratiquée par les navires industriels étrangers provenant notamment de la

Chine et de l'Union européenne, mais aussi des activités d'une grande entreprise étrangère produisant de la farine et de l'huile de poisson, Nessim Fishing And Fish Processing Co, (Nessim), qui s'est installée sur place à la fin de l'année 2017.

Alors que le secteur de la pêche représente 12 % du PIB de la Gambie et fournit des emplois directs ou indirects à plus de 300 000 personnes sur une population totale de 2,2 millions d'habitants, les personnes travaillant dans ce secteur se retrouvent souvent en concurrence avec de gros chalutiers étrangers qui, faute de patrouilles suffisantes de la marine gambienne, s'approchent plus près de la côte qu'ils n'y sont autorisés, dans des zones réservées aux pêcheurs artisanaux.

Les pratiques illégales de ces navires qui pillent illégalement les abondantes ressources halieutiques du pays ont de graves conséquences sur les moyens de subsistance de la

population locale, qui dépend de la pêche pour survivre.

Elles entraînent aussi un risque d'insécurité alimentaire. Le poisson, qui couvrirait naguère entre 50 et 60 % de leurs besoins en protéines animales des Gambiens, est de plus en plus rare et cher sur le marché local.

Deux espèces sont particulièrement ciblées

Dans le même temps, l'usine Nessim cible notamment les sardinelles et le bonga, deux espèces qui constituent une source de revenu essentielle pour les habitants du littoral ainsi qu'une source de protéines peu coûteuse jusqu'à récemment. Ces poissons pélagiques sont transformés en farine et en huile et exportés notamment vers l'Europe et l'Asie, où ils servent à nourrir les animaux d'élevage et les poissons voraces de l'aquaculture.

CENTRAFRIQUE

La gestion et le suivi des marchandises sur le corridor Douala-Bangui confiées aux Togolais JIS Africa et SAIGE

SAIGE Sas, intervient dans la fourniture de produits pétroliers et de gaz, le transport et la logistique, tandis que JIS Africa se spécialise dans le suivi du trafic de fret. Les deux entreprises sont basées au Togo.

Deux mois après la création d'une succursale au Cameroun, la société togolaise JIS Africa, spécialisée dans l'émission et la gestion de bordereau électronique de suivi de cargaison (BESC) a été chargée par l'Etat centrafricain du suivi de ses cargaisons maritimes qui transitent par le port de Douala. Le contrat a été paraphé le 30 mai 2023 à Douala, en présence du ministre camerounais des Transports Ernest Ngalle Bibehe et son homologue centrafricain, Gotran Ndjono Ahaba.

L'opération revêt une importance capitale pour la République centrafricaine, qui ne dispose pas d'infrastructures portuaires. Elle va notamment faciliter le suivi de ses marchandises conformément à l'arrêté n° 00557/MINT du 11 juillet 2006, qui institue le BESC dans le cadre du suivi du trafic maritime en provenance ou

à destination du Cameroun.

Gotran Ndjono Ahaba est convaincu que cette nouvelle configuration facilitera les conditions d'enlèvement et de traçabilité des marchandises, assouplira les formalités et procédures administratives, et réduira les coûts et délais de passage portuaire notamment.

La République centrafricaine a aussi confié à la Société africaine d'investissements et de gestion des entreprises (SAIGE), une autre entreprise togolaise, la charge de percevoir la commission sur le tonnage des marchandises à destination ou en provenance de son territoire, payée par les armateurs. « J'invite les armateurs, aconiers à accompagner la République centrafricaine à travers la société SAIGE, dans la collecte de cette commission dont les montants ont été fixés en tenant compte de leurs avis et commentaires ».

APRÈS LA RDC

L'UE veut s'approvisionner en métaux critiques au Rwanda, en Zambie et en Ouganda

La région des Grands Lacs est l'une des plus riches au monde en minéraux nécessaires à la transition énergétique. Elle est donc au centre de la politique de l'Union européenne visant à sécuriser son approvisionnement pour ces métaux, notamment le cuivre, le cobalt, le graphite et les terres rares.

L'Union européenne (UE) engagera en juin des négociations avec la RDC pour sécuriser son approvisionnement en métaux nécessaires à la transition énergétique. C'est ce qu'a déclaré mercredi 31 mai Elisabetta Sartorel, responsable des politiques de l'UE sur les matières premières critiques, ajoutant que les discussions devraient s'étendre à d'autres pays de la région des Grands Lacs, en l'occurrence le Rwanda, la Zambie, l'Ouganda et la Tanzanie. Intervenant lors d'une présentation virtuelle à l'assemblée générale annuelle de la Chambre des mines du Zimbabwe, elle a expliqué, dans des propos relayés par Reuters, que la conclusion d'un accord avec l'un ou l'autre de ces pays débouchera sur l'élaboration d'une feuille de route d'actions concrètes à mettre en œuvre par les deux parties pour arriver au résultat souhaité.

Premier producteur mondial de cobalt, la RDC arrive troisième en ce

qui concerne le cuivre. Ces deux métaux sont utilisés dans la fabrication des véhicules électriques, et le cuivre a par ailleurs d'autres utilisations dans les industries à faible émission carbone, notamment l'énergie solaire et l'énergie éolienne. Cela fait du pays un partenaire indispensable au moment où la demande pour ces métaux explose en raison des besoins croissants à satisfaire dans le cadre de la transition énergétique.

Les relations commerciales entre la RDC et l'Union européenne sont cependant très faibles, le pays ne représentant que 0,05 % des exportations de l'organisation en 2018, et 0,75 % des importations la même année. En marge de la visite du président français Emmanuel Macron à Kinshasa en mars, de premiers contacts ont eu lieu entre la partie congolaise et une délégation européenne conduite par les commissaires européens en charge des partenariats internationaux Jutta Urpilainen, et du marché intérieur Thierry Breton autour de la création d'un partenariat stratégique sur les métaux critiques.

Selon les détails confiés à la presse, l'UE devrait investir dans l'exploitation et la transformation des minéraux congolais, et participer à la

création d'une industrie régionale de batteries électriques destinée à approvisionner le marché européen. La collaboration pourrait permettre à la RDC de raffiner une part plus importante de son cobalt, actuellement traité en Chine. Selon les données du Cobalt Institute, la RDC a fourni 1 % de l'offre mondiale de cobalt raffiné en 2022, contre 76 % pour l'empire du Milieu.

Cependant, la RDC ne suffirait pas à elle seule à garantir un approvisionnement pour tous les métaux nécessaires pour fabriquer les batteries électriques, d'où l'intérêt de l'UE pour d'autres pays africains.

Deuxième producteur africain de cuivre, la Zambie fournit également du cobalt, alors que l'Ouganda dispose d'importants gisements inexploités de graphite et de terres rares. Quant à la Tanzanie, elle deviendra dans quelques années une source majeure de graphite, représentant plus de 10 % de l'offre mondiale en 2030, tout en hébergeant des mines de terres rares. Les terres rares et le graphite étant respectivement utilisés dans la fabrication des moteurs et des batteries de véhicules électriques.

MALI

GoviEx annule la vente du gisement d'uranium et de cuivre Falea à African Energy Metals

En janvier 2023, GoviEx Uranium a conclu un accord en vue de céder son projet Falea à African Energy Metals.

Situé au Mali, l'actif héberge des ressources minérales mesurées et indiquées de 17,4 millions de livres d'uranium, 24 millions de livres de cuivre et 16 millions d'onces d'argent.

La compagnie minière canadienne GoviEx Uranium a annoncé le week-end dernier l'annulation de l'accord de vente de son projet Falea à son compatriote African Energy Metals.

Selon un communiqué publié le 3 juin, ce dernier n'aurait pas rempli ses obligations en vue de boucler la vente du gisement polymétallique (uranium, argent, cuivre). Pour le moment, d'autres détails ne sont pas disponibles quant aux conditions qui n'ont pas été respectées. African Energy Metals aurait dû notamment verser une contrepartie de 500 000 dollars en espèces, ainsi qu'émettre des actions ordinaires d'une valeur de 2 millions de dollars en faveur du vendeur.

Malgré l'annulation de la vente, il faut noter que Falea ne redeviendra pas une priorité pour GoviEx Uranium. Son propriétaire souhaitait en effet le céder pour se concentrer sur deux autres projets d'uranium de son portefeuille à un stade de développement plus avancé, en l'occurrence le projet Madaouela au Niger et le projet Muntanga en Zambie.

Selon une estimation datant de 2015, le projet Falea héberge des ressources minérales mesurées et indiquées de 17,4 millions de livres d'uranium, 24 millions de livres de cuivre et 16 millions d'onces d'argent. Les ressources minérales inférées s'élèvent par ailleurs à 13,4 millions de livres d'uranium, 39 millions de livres de cuivre et 5 millions d'onces d'argent. Un potentiel d'amélioration de cette estimation existe puisque seuls 5 % des 225 km² qui composent le permis ont fait l'objet de travaux d'exploration.

BAISSE DE L'INFLATION EN TURQUIE

Vers la fin d'une politique à rebours de toutes les théories économiques ?

Après avoir dépassé les 85% à l'automne dernier, l'inflation est repassée sous la barre des 40% en mai en Turquie, une première en seize mois.

Une baisse qui s'explique par un « effet de base », et par la gratuité du gaz pour les ménages instaurée par le président réélu le 28 mai dernier pour un troisième mandat. Ce dernier devrait d'ailleurs être marqué par un changement dans la politique économique du pays, marquée par des taux d'intérêt bas, entraînant une flambée de l'inflation et une dévaluation de la monnaie nationale. Un peu de répit sur le front de l'inflation. Alors que cette dernière avait dépassé les 85% à l'automne dernier en Turquie, elle ralentit progressivement depuis le mois de novembre. En mai, elle est même repassée sous la barre des 40%, une première en seize mois. La hausse des prix à la consommation s'est, ainsi, élevée à 39,6% sur un an et est quasi stable à +0,04% sur un mois, a indiqué l'institut statistique turc (Tuik) ce lundi 5 juin.

Une baisse qui est à attribuer d'une part à un « effet de base ». En effet, les prix ont continué à augmenter mois après mois, mais moins fortement qu'un an plus tôt. D'autant que ces chiffres officiels sont contestés par les économistes indépendants du Groupe de recherche sur l'inflation (Enag). Selon eux, l'inflation annuelle s'établit entre 105% et 109%, en prenant en compte ou non la gratuité du gaz. D'autre part, la baisse de l'inflation est due à l'une des mesures de campagne de Recep

Tayyip Erdogan réélu le 28 mai dernier pour un troisième mandat. Le président turc avait, en effet, annoncé la gratuité du gaz pour les ménages en mai, qui continueront de bénéficier de 25 mètres cubes de gaz gratuits par mois jusqu'en mai 2024.

Des « mesures rationnelles » pour redresser l'économie

Dans la foulée de son élection, le chef de l'Etat a nommé un nouveau ministre de l'Economie, Mehmet Simsek, qui aura pour mission d'endiguer l'inflation et de renouer la confiance avec les investisseurs. Déjà ministre des Finances (2009-2015), puis vice-Premier ministre chargé de l'Economie (jusqu'en 2018), cet ancien économiste de la banque américaine Merrill Lynch, cherchera à rétablir une politique économique orthodoxe. Lors de sa prise de fonction, Mehmet Simsek a d'ailleurs déjà averti qu'il faudrait revenir à des « mesures rationnelles » pour redresser l'économie.

Ces mesures pourraient consister en un relèvement des taux directeurs de la banque centrale turque, à l'instar du resserrement monétaire opéré par de nombreuses banques centrales - européenne et américaine notamment - pour lutter contre l'inflation même au détriment de la croissance du pays. A l'inverse, Erdogan n'a eu de cesse d'imposer à la banque cen-

trale turque de les abaisser. L'an dernier, ils sont ainsi passés de 19% en septembre 2021 à 14% en décembre. Restés stables entre janvier et juillet 2022, ils ont à nouveau été abaissés par la banque centrale chaque mois depuis août. Le principal taux turc a notamment été ramené à 9% en novembre, contre 10,5% précédemment. Ce choix de politique monétaire hétérodoxe a également contribué à faire chuter la livre turque de 31,91% depuis le 1er janvier 2022, sachant que la devise avait déjà dévalué de 44% en 2021.

Le chef de l'Etat n'a, pourtant, pas hésité à défendre sa politique, à rebours des théories économiques classiques, pendant sa campagne. Erdogan estime, en effet, que les taux d'intérêt élevés favorisent l'inflation. Mais pour compenser les effets de l'inflation galopante qui a largement amputé le pouvoir d'achat de la population turque, il a annoncé plusieurs mesures destinées à renforcer ce dernier, notamment le relèvement du salaire minimum le 1er janvier dernier. Il a ainsi été revalorisé à 8.500 livres turques net (environ 455 euros), pour la troisième fois en un an.

Plus de 40% des Turcs vivent avec le salaire minimum.

USA

Les banques risquent une augmentation de 20% des exigences de fonds propres

Les autorités américaines de régulation préparent un durcissement des règles en matière de fonds propres pour les grandes banques des Etats-Unis, afin de renforcer la solidité du système financier après une série de défaillances, rapporte lundi le Wall Street Journal.

Suivant la nouvelle mouture, les banques pourraient voir leurs exigences de fonds propres augmenter de 20%, a précisé le quotidien économique et financier, ajoutant que les changements prévus par les régulateurs sont en passe d'être proposés au cours du mois.

Michael Barr, le vice-président de la Réserve fédérale chargée de la supervision, a déclaré mi-mai que l'institution présentera à l'été son plan visant à renforcer les règles sur les capitaux et veillera à ce que la surveillance des banques par les superviseurs soit plus stricte, après la faillite de plusieurs banques de taille intermédiaire en mars.

Il a ajouté que la banque centrale « envisageait soigneusement » de modifier les règles applicables aux grandes banques régionales.

D'après le WSJ, le montant précis des exigences en fonds propres dépendra de l'activité de l'établissement, les grandes banques très présentes dans le trading devant subir les augmentations les plus significatives.

Morgan Stanley mais aussi American Express, qui dépendent fortement des revenus de commissions, pourraient également se voir imposer de fortes augmentations de capital, selon le WSJ.

Sollicités par Reuters, les deux groupes n'ont pas immédiatement répondu à une demande de commentaire.

GRANDE-BRETAGNE

Les prix montent et la croissance a ralenti dans les services en mai

Les entreprises britanniques dans le secteur des services ont fait état en mai de nettes tensions sur les prix des intrants et d'une forte augmentation des prix facturés, ce qui pourrait mettre la pression sur la Banque d'Angleterre pour qu'elle continue à relever ses taux.

L'indice HCOB PMI des services s'est établi à 55,2, après 55,9 en avril et contre 55,1 en estimation « flash ».

Les prix payés ont légèrement augmenté pour atteindre un plus haut depuis février, ce qui devrait nourrir la crainte de la BoE de voir l'économie britannique confrontée à des tensions inflationnistes durables.

Les entreprises ont répercuté sur les consommateurs une grande partie des coûts liés au personnel et aux matières premières, a déclaré l'économiste Tim Moore.

S&P Global a déclaré que le rythme des créations de postes a augmenté pour le cinquième mois consécutif.

L'optimisme des professionnels pour l'année à venir a atteint son deuxième niveau le plus élevé depuis mars 2022, 50% des entreprises prévoyant une croissance de l'activité contre 10% s'attendant à une baisse.

L'indice PMI composite, qui regroupe le secteur des services et celui de l'industrie manufacturière, est tombé à 54,0 en mai par rapport au niveau record de 54,9 atteint en avril.

SUISSE

L'inflation se rapproche de l'objectif de la banque centrale, à 2,2% en mai

L'inflation en Suisse s'est rapprochée de l'objectif de la banque centrale en mai, revenant à 2,2% sur un an (contre 2,6% en avril) sous l'effet du recul des prix des produits pétroliers, indique l'office fédéral de la statistique (OFS) lundi. En mai, les prix des produits pétroliers ont reculé de 16,5% par rapport au mois de mai 2022, lorsque les cours avaient flambé en pleine crise de l'énergie dans les mois suivant l'invasion de l'Ukraine. Avec ce repli, la hausse des

produits importés s'est limitée à 1,4% en mai, les prix des produits fabriqués en Suisse ayant augmenté de 2,4%, indique l'OFS dans un communiqué.

L'inflation avait déjà connu une nette dérive en mars et avril. Elle était repassée sous la barre des 3% en rythme annuel dès le mois de mars durant lequel elle était retombée à 2,9%. En rythme mensuel, elle a cependant enregistré une légère augmentation en mai. Par rapport au mois d'avril,

l'indice des prix à la consommation a enregistré une hausse de 0,3% pour remonter à 106,3 points en raison d'une augmentation des loyers, des forfaits de voyages ainsi que d'une partie des produits alimentaires, dont certains fruits et légumes, détaille l'OFS.

La banque centrale suisse assure la stabilité des prix à une hausse annuelle des prix à la consommation inférieure à 2%. Mais l'inflation dans le pays alpin n'a plus atteint cet objectif depuis février 2022.

Bien qu'inférieure à la zone euro, le premier partenaire commercial de la Suisse, cette phase d'inflation depuis la guerre en Ukraine a aussi été une source d'inquiétudes en Suisse, où les coûts de production et le coût de la vie sont très élevés. En mai, l'inflation dans la zone euro a également reculé, revenant à 6,1%, selon une première estimation d'Eurostat, l'office européen des statistiques.

CHINE

La reprise dans les services s'est confirmée en mai

L'activité dans les services en Chine a progressé en mai pour le cinquième mois consécutif, confirmant la reprise du secteur après la levée des restrictions anti-Covid fin 2022, selon un indice indépendant publié lundi. L'indice des directeurs d'achat (PMI), rendu public par le groupe de médias Caixin et S&P Global, s'est établi à 57,1 le mois dernier, une accélération comparée aux 56,4 enregistrés en avril.

Un nombre inférieur à 50 traduit une contraction de l'activité. Au-delà, il indique une expansion. Le chiffre de mai est le deuxième plus élevé depuis novembre 2020. L'offre et la demande de services ont continué à progresser, selon l'étude Caixin. Le sous-indice des nouvelles commandes à l'exportation est également resté en territoire positif pour le cinquième mois d'affilée.

« Les prestataires de services sont restés optimistes, en partie parce que le marché s'est amélioré depuis la fin du Covid », souligne l'économiste Wang Zhe pour Caixin. La Chine a appliqué durant près de trois ans une politique sanitaire très stricte contre le Covid-19 avec tests PCR quasi obligatoires, confinements et restrictions aux déplacements, qui pénalisaient lourdement l'économie. Ces mesures ont été subitement levées début décembre. Les Chinois sont ainsi depuis quelques mois de retour dans les restaurants, gares, aéroports et lieux touristiques, contribuant à relancer les services. En mai, la hausse de l'activité et des besoins des entreprises a conduit ces dernières à accroître leurs effectifs pour le quatrième mois consécutif, selon l'étude Caixin.

Pour sa part, l'indice composite,

qui agrège services et industrie manufacturière, a connu une forte progression à 55,6 points, contre 53,6 en avril. « La production, la demande et les exportations ont toutes augmenté » mais « dans le secteur manufacturier, l'emploi s'est détérioré, les prix ont chuté et les industriels sont moins optimistes quant aux perspectives », note Wang Zhe. « La stabilisation du marché de l'emploi » et « l'augmentation des revenus » via « une politique fiscale proactive devraient être des priorités », souligne-t-il. Le PIB chinois a progressé sur un an de 4,5% au premier trimestre, son rythme le plus élevé en un an. Une progression en grande partie poussée par la consommation des ménages, alors que la reprise d'activité des usines tarde à véritablement se concrétiser.

BOURSE DE TOKYO
L'indice Nikkei finit à un nouveau sommet après l'emploi américain

La Bourse de Tokyo a atteint lundi un nouveau record depuis 33 ans, soutenue par les derniers chiffres de l'emploi américain qui ont renforcé les spéculations quant à une prochaine pause du resserrement monétaire de la Réserve fédérale américaine (Fed). L'indice vedette Nikkei a bondi de 2,2% à 32.217,43 points, un nouveau plus haut en clôture depuis juillet 1990. L'indice élargi Topix a pris 1,7% à 2.219,79 points. Après avoir déjà décollé de 4% vendredi, l'indice Hang Seng de la Bourse de Hong Kong restait en hausse (+0,7% vers 06H40 GMT). Les marchés occidentaux avaient eux aussi salué vendredi les données contrastées sur l'emploi américain en mai, avec d'un côté une nouvelle hausse plus importante que prévu des créations d'emplois, et de l'autre une progression du chômage. Ce rapport mitige sur l'emploi, combiné à la récente résolution de la crise de la dette américaine et à des spéculations sur de nouvelles mesures de soutien de Pékin au secteur immobilier chinois généraient un climat propice à l'appétit pour le risque en Bourse, résumait la National Australia Bank dans une note lundi.

Sony minimise la menace du «cloud gaming»

Le PDG de Sony (+2,28% à 13.860 yens), Kenichiro Yoshida, a minimisé le risque d'une fin précipitée du marché des consoles au profit du secteur des jeux vidéo en streaming (cloud gaming): «Je pense que le cloud est en soi est un modèle d'activité extraordinaire, mais lorsqu'il s'agit de jeux, les difficultés techniques sont importantes» comme le temps de latence, a-t-il estimé dans un entretien au Financial Times paru ce week-end. Le patron du fabricant de la PlayStation 5 n'est toutefois pas hostile à ce secteur très prometteur sur lequel l'américain Microsoft mise déjà beaucoup: «Il y aura des défis pour le cloud gaming mais nous voulons les relever».

POINT-MARCHÉS

Les Bourses mondiales se tournent vers la Fed

Les Bourses européennes évoluaient sans direction claire lundi, tandis que les places asiatiques ont affiché leur confiance, sur fond d'attente des prochaines décisions de la Réserve fédérale américaine (Fed) et d'espoir d'une pause de resserrement monétaire après des données économiques américaines contrastées.

En Europe, vers 07H40 GMT Londres était en hausse de 0,53%, Francfort de 0,31% et Paris oscillait autour de l'équilibre à +0,02%. En revanche en Asie, la Bourse de Tokyo a battu un record en clôture, vieux de 33 ans, soutenue par les derniers chiffres de l'emploi américain publiés vendredi. L'indice vedette Nikkei a bondi de 2,2% 32.217,43 points, un niveau plus atteint depuis juillet 1990, et l'indice élargi Topix de 1,7%. La Bourse de Hong Kong évoluait également dans le vert (+0,82% vers 07H45 GMT).

«Nous sommes de nouveau confrontés à une bonne dose d'incertitude quant aux perspectives de la Réserve fédérale américaine (Fed) à court terme», expliquent les analystes de la Deutsche Bank. Pour cause, les investisseurs ont été confrontés la semaine dernière à des chiffres de l'emploi américain contrastés, relançant le débat quant à une probable nouvelle hausse des taux directeurs de la Fed lors de sa prochaine réunion les 13 et 14 juin. Dans le détail, Outre-Atlantique selon une publication vendredi, «339.000 nouveaux emplois non-agricoles ont été créés en mai, bien au-dessus des 180.000 prévus par les analystes», a détaillé dans une note Ipek Ozkardeska, analyste de Swissquote Bank. En parallèle, la croissance des salaires a quant à elle ralenti et le taux de chômage a augmenté (3,7% en

mai contre 3,4% le mois précédent). Ces données sont mitigées pour la Fed qui tente de ralentir une économie américaine qui se montre plus résiliente qu'attendu et «bon nombre des données économiques suggèrent que les hausses de taux jusqu'à présent ont eu peu d'effet», note Michael Hewson de CMC Markets. Selon la Deutsche Bank, les marchés estiment qu'il y a «environ une chance sur trois d'une hausse des taux la semaine prochaine, mais peut-être que la publication à venir de l'Indice des Prix à la Consommation (IPC) pourrait être le principal élément susceptible de faire pencher ces probabilités en faveur d'une hausse si le rapport est solide». La fusion de Credit Suisse avec UBS devrait être finalisée d'ici le 12 juin, annonçant lundi les deux banques, précisant que les actions de Credit Suisse seront retirées de la cote. Ce retrait concerne aussi bien les actions de Credit Suisse à la Bourse suisse que ses certificats de dépôts à la Bourse de New York, indiquent les deux banques dans des communiqués séparés. Le titre Credit Suisse gagnait 1,69% à la Bourse de Zurich. Le groupe britannique de vente en ligne d'habillement Asos s'envolait de plus de 7% à la Bourse de Londres lundi matin après des informations de presse sur une possible offre de reprise à un milliard de livres (1,16 milliard d'euros) d'une filiale turque du chinois Alibaba. Le laboratoire

danais Novo Nordisk (-1,60% à Copenhague vers 07H40 GMT), numéro un mondial de l'insuline, a annoncé lundi être entré en négociations exclusives pour acquérir le plasturgiste auvergnat Biocorp, fabricant d'un capteur intelligent destiné aux stylos injecteurs d'insuline, désormais valorisé 154 millions d'euros. La cotation de l'action Biocorp a été temporairement suspendue ce lundi et devrait reprendre mardi.

Du côté des matières premières et des devises, ce week-end, et l'issue d'une réunion de l'Opep+ à Vienne, l'Arabie saoudite s'est engagée à réduire sa production de pétrole d'un million de barils par jour à compter de juillet. «Cela ramènerait le niveau de production du pays à environ 9 millions de barils par jour le mois prochain, soit le niveau le plus bas depuis des années», souligne John Plassard, spécialiste en investissement chez Mirabaud. Après ces annonces, le pétrole a rebondi. Vers 07H30 GMT, le baril de Brent de la mer du Nord, pour livraison en août, prenait 1,79% à 77,50 dollars. Son équivalent américain, le baril de West Texas Intermediate (WTI) pour livraison en juillet, gagnait 1,93% à 73,13 dollars. Le dollar perdait du terrain, il était en baisse de 0,19% face à l'euro, à 1,0687 dollar pour un euro, et lâchait 0,42% face à la livre sterling, à 1,2400 dollar pour une livre. Le bitcoin reculait de 1,53% à 26.831,01 dollars.

FRANCE

La Bourse de Paris en léger recul, la Fed en ligne de mire

La Bourse de Paris a ouvert en hausse de 0,33% lundi avant de vite s'établir autour de l'équilibre, digérant toujours le rapport sur l'emploi américain de vendredi à une semaine de la prochaine réunion de la Réserve fédérale américaine. L'indice vedette CAC 40 reculait légèrement de 0,09% soit de 6,63 points, à 7.263,57 points vers 10H15. A la dernière clôture, vendredi, l'indice avait terminé en nette hausse de 1,87%, marquant toutefois un recul sur la semaine de 0,66%. Les investisseurs gardent les yeux «rivés sur l'état de la conjoncture économique, et la réponse de celle-ci, dans les grands pays, au resserrement monétaire», commente Sebastian Paris Horvitz, directeur de la recherche de La Banque Postale AM. Vendredi, les marchés avaient été surpris par l'annonce de près de 340.000 emplois créés en mai aux États-Unis, «contre moins de 200.000 attendus», poursuit Sebastian Paris Horvitz. En parallèle, la croissance des salaires a toutefois ralenti et le taux de chômage a augmenté (3,7% en mai contre 3,4% le mois précédent). Ces données économiques sont mitigées et à l'approche de la prochaine réunion de la Fed, prévue pour les 13 et 14 juin, les investisseurs tentent d'estimer la probabilité d'une prochaine hausse des taux directeurs de la puissante

institution américaine.

Selon les analystes de la Deutsche Bank, les marchés estiment qu'il y a «environ une chance sur trois d'une hausse des taux la semaine prochaine, mais peut-être que la publication à venir de l'inflation (indice CPI, attendu le 13 juin, NDLR) pourrait être le principal élément susceptible de faire pencher ces probabilités en faveur d'une hausse» si l'inflation ne donne pas des signes d'essoufflement. Par ailleurs, «les doutes sur la force de la reprise chinoise persistent», ajoute l'analyste de La Banque Postale AM. «On attend plus de mesures de stimulation du gouvernement pour soutenir l'activité, mais le consensus est toujours pour une impulsion modérée», poursuit-il. En France, l'activité du secteur privé français a légèrement progressé au mois de mai, toujours tiré par le dynamisme du secteur des services qui compense l'atonie de l'industrie, a confirmé le cabinet S&P Global. Les valeurs du luxe, sensibles à la conjoncture économique de la Chine étaient en repli. LVMH perdait 0,97% à 822,70 euros, Hermès 0,99% à 1937,20 euros et Kering 0,69% à 503,20 euros.

ANALYSE MI-SÉANCE AOF FRANCE/EUROPE

Le CAC 40 recule légèrement, les valeurs liées au pétrole en vedette

Les marchés européens évoluent en ordre dispersé après avoir enregistré une fin de semaine canon. Ils sont soutenus par les valeurs pétrolières qui progressent après la décision de l'Arabie saoudite de réduire sa production de 1 million de barils par jour. Les cours du pétrole sont nettement en hausse et soutiennent les taux longs. Les indices des directeurs d'achat ont pour leur part indiqué un ralentissement légèrement plus important qu'annoncé initialement des services en mai en Europe. Vers 12 heures, le CAC 40 perd 0,12% à 7 262 points tandis que le Dax40 gagne 0,09% à 16 066 points. En Europe, Novo Nordisk (-1,60% à 1081,00 couronnes danoises) est en légère baisse à la Bourse de Copenhague après son entrée en négociations exclusives avec Bio Jag, actionnaire principal de Biocorp, en vue de l'achat de la totalité de sa participation, soit 45,3% du capital social

et 62,19% des droits de vote théoriques, au prix de 35 euros par action. Certains actionnaires minoritaires, représentant 19% du capital social et 13,07% des droits de vote théoriques de Biocorp, se sont engagés à transférer leurs actions à Novo Nordisk à l'issue de l'acquisition par Novo Nordisk du Bloc Contrôle. A Paris, les valeurs liées au cours du pétrole occupent les premières places des indices parisiens dans le sillage de la progression de l'or noir. Au sein de l'indice CAC 40, TotalEnergies s'adjuge 1,11% à 55,79 euros tandis que Technip Energies (+2,42% à 19,43 euros) occupe la troisième place de l'indice SBF 120, suivi peu après par CGG (+1,54% à 0,711 euro) et Vallourec (+1,44% à 10,565 euros). Sur le marché pétrole, le cours du baril de Brent gagne près de 2% à 77,60 dollars et celui de WTI, plus de 2% à 73,23 dollars. Transeng (+ 25,27% à 2,28 euros) prend la tête du marché SRD après la

publication de données immunologiques démontrant que TG4001, son vaccin thérapeutique contre le cancer, «peut induire des réponses immunitaires contre les antigènes du HPV 16 dans l'essai de Phase II en cours». 58 % des patients ayant reçu TG4001 et avelumab ont montré une augmentation des réponses immunitaires contre les antigènes HPV contre 9% dans le bras avelumab. Au début de l'étude, seuls 4 patients sur 46 présentaient une réponse immunitaire contre les antigènes du virus HPV.

Les chiffres macroéconomiques du jour

En France, l'activité dans le secteur des services a été légèrement plus faible qu'annoncé initialement en mai, a indiqué S&P Global. L'indice des directeurs d'achat (PMI) Composite, qui prend en compte les secteurs manufacturier et des services, est ressorti à 51,2 en mai en France, après

52,4 en avril. Il était attendu à 51,4, en ligne avec la première estimation. Le PMI des services s'établit, pour sa part, à 52,5 après 54,6 en avril. Il était attendu à 52,8, en ligne avec la première estimation. En zone euro, l'activité dans le secteur des services a été légèrement plus faible qu'annoncé initialement en mai. L'indice des directeurs d'achat Composite, qui prend en compte les secteurs manufacturier et des services, est ressorti à 52,8 en mai en Allemagne, après 54,1 en avril. Il était attendu à 53,3, en ligne avec la première estimation. Le PMI des services s'établit, pour sa part, à 55,1 après 56,2 en avril. Il était attendu à 55,9, en ligne avec la première estimation. Les prix à la production industrielle ont diminué de 3,2% dans la zone euro et de 2,9% dans l'Union européenne en avril par rapport à mars, selon les estimations d'Euromonitor, l'office statistique de l'Union européenne.

COTATION COMMERCIALE D'OUVERTURE DU DINAR ALGERIEN

Cours de : 05 Juin 2023
Valeur : 07 Juin 2023

BASE	DEVISES	COURS ACHAT	COURS VENTE
1	USD US DOLLAR	136,5892	136,5742
1	EUR EURO	146,0228	146,0661
1	GBP POUND STERLING	169,2322	169,2628
100	JPY JAPANESE YEN	97,2644	97,2820
1	CNY CHINESE YUAN	19,1822	19,1872
1	CHF SWISS FRANC	149,8839	149,9168
1	CAD CANADIAN DOLLAR	101,6898	101,7312
1	DKK DANISH KRONE	19,6042	19,6092
1	SEK SWEDISH KRONA	12,5880	12,5928
1	NOK NORWEGIAN KRONE	12,3741	12,3799
1	AED UAE DIRHAM	37,1782	37,1853
1	SAR SAUDI RIYAL	36,0061	36,0159
1	KWD KUWAITI DINAR	443,5180	443,7109
1	TND TUNISIAN DINAR	43,7277	44,1672
1	MAD MOROCCAN DIRHAM	13,4325	13,4340
1	LYD LIBYAN DINAR	28,2130	28,3578
1	MRU MAURITANIAN OUGUIYA	3,9825	3,9829
1	SDR SPEC. DRA. RIGHTS	182,2040	182,2040

Jusqu'où ira l'intelligence artificielle ?

Mathieu Dugal et son équipe se sont invités au centre culturel scientifique Cœur des Sciences de l'UQAM

Le moins que l'on puisse dire, c'est que l'assistant virtuel ChatGPT, utilisant les derniers développements de l'intelligence artificielle (AI) pour dialoguer avec ses utilisateurs, bouscule nos repères. Quelles valeurs éthiques sont heurtées par les robots conversationnels de l'IA ? C'est toute une révolution. Les mondes du travail, de l'éducation et de la création culturelle s'en trouvent chamboulés. ChatGPT peut générer n'importe quel type de texte en différentes langues et même faire des recherches sur Internet pour documenter son produit final. L'ensemble des experts en IA et ceux réunis au Cœur des sciences brossent un portrait qui suscite d'importantes questions notamment sur sa place dans le monde du travail : pertes d'emplois, propriété intellectuelle, invasion de la vie privée. Les réponses sont surprenantes et des interprétations peuvent nous rendre inquiets quant à la place que l'intelligence artificielle prendra dans nos vies.

Selon Catherine Mathys, professeure à l'École des médias de l'UQAM, l'intelligence artificielle générative permet de comprendre les relations contextuelles d'un texte et de générer du contenu original à partir d'une immense banque de données. ChatGPT utilise le langage naturel. Il peut com-

prendre le contexte d'informations sur une banque de données sur Internet. Les requêtes ne sont plus écrites dans un langage machine comme auparavant. Elles sont beaucoup plus faciles à générer.

Jonathan Durand Folco, professeur à l'Université Saint-Paul, pense qu'il y aura des pertes d'emplois importantes avec l'utilisation de ces nouveaux outils informatiques. Les programmeurs sont devenus ultraperformants avec comme effet de restreindre le nombre de spécialistes dans le développement de systèmes. Toutefois, selon lui, certains acteurs du milieu exagéreraient les pertes d'emplois provoquées par ces nouvelles technologies.

Philippe Beaudoin, cofondateur d'une entreprise en intelligence artificielle, pense qu'il faudra légiférer pour encadrer ces nouvelles technologies qui auraient l'aptitude de capitaliser sur les relations et les sentiments humains. La réalité technologique et les connaissances des agents conversationnels évoluent rapidement. Il souligne que ChatGPT montre des capacités impressionnantes dans de nombreux domaines ainsi que des capacités émergentes. Alors que Sasha Luciani, chercheuse en IA chez Hugging Face, met un bémol sur les propriétés émergentes. Ils ne sont pas d'accord sur la possibilité de ce logiciel à créer des phrases vraiment intelligentes.

Les quatre spécialistes se demandent si "l'humain et son intelligence seront encore utiles" et posent la question du sens de la pensée humain-machine. Le ChatGPT est aisément comparé à un être humain et cet aspect du dialogue est susceptible d'influer sur l'être humain : c'est le problème éthique fondamental. L'horizon est tout de même loin avant que la pensée machine supplante la pensée humaine. Les experts affirment que le cerveau humain est encore plus complexe qu'un ordinateur quoiqu'il soit beaucoup moins rapide à exécuter des calculs complexes. La conscience humaine est encore à définir et on n'a pas fini d'explorer l'organe fascinant qu'est le cerveau humain, selon certains experts.

La croissance de ce secteur est-elle vue comme la croissance à l'infini du nouveau capitalisme mondial ? Les sentiments humains seront-ils décryptés par la machine et vendus comme une marchandise attrayante ? Le déploiement de ChatGPT est un phénomène récent et il y a encore peu de données sur les effets. Les enjeux et les défis qu'il induit appellent un développement réfléchi et responsable de l'IA, de la part des chercheurs et le développement d'un esprit critique de la part du public.

DIABÈTE

L'Apple Watch pourrait un jour mesurer la glycémie sans piqure

Les montres connectées sont capables de suivre votre activité physique quotidienne, vous renseigner sur votre pouls, votre taux d'oxygène dans le sang ou encore votre pression artérielle. Elles pourraient bientôt afficher la glycémie. Selon un article de Bloomberg relayé par BFMTV, Apple travaillerait sur ce sujet avec un procédé non invasif qui pourrait venir en aide aux personnes diabétiques.

La solution imaginée, intégrée à l'Apple Watch, présente l'avantage de mesurer la quantité de glucose dans le corps d'une personne sans prendre aucune goutte de sang. Les personnes diabétiques n'auraient ainsi plus besoin de se piquer.

Un système de laser

Pour déterminer le taux de glucose dans le sang, Apple s'empare du procédé de spectroscopie d'absorption optique. Un système de laser permet ainsi d'estimer la concentration de glucose en atteignant une zone sous la peau. Un algorithme se charge ensuite de calculer la glycémie.

Apple devrait bientôt pouvoir commercialiser un moniteur de glycémie. Surtout, la firme américaine pourrait à terme intégrer le procédé aux futures Apple Watch. La montre connectée, qui réalise déjà de nombreuses mesures, pourrait ainsi anticiper l'apparition du diabète chez les utilisateurs, leur permettant d'enrayer ou de retarder la maladie.

CONÇUE SPÉCIFIQUEMENT POUR ÊTRE INGÉRÉE

La batterie que vous pouvez manger

Un parent serait paniqué si son enfant avalait une batterie. Mais des chercheurs italiens viennent d'en créer une qui est conçue spécifiquement pour être ingérée.

L'intention n'est pas de révolutionner l'art culinaire. L'objectif est médical. En fait, il existe un authentique domaine de recherche appelé, faute d'un meilleur terme, « appareils électroniques mangeables » (en anglais, edible electronics) qui tente de produire des appareils exclusivement à partir d'ingrédients qui font partie d'un régime alimentaire normal ou d'additifs alimentaires. En théorie, de tels appareils pourraient servir à diagnosti-

quer des troubles gastro-intestinaux sans avoir à introduire une sonde. Ils pourraient aussi servir à analyser la qualité des (vrais) aliments ingérés. Quelques percées ont été signalées ces dernières années. Par exemple, une équipe californienne a conçu en 2017 un « détecteur électrochimique » capable de détecter certaines molécules précises (acide urique, acide ascorbique, acétaminophène). Une équipe de quatre institutions de Chine et des États-Unis, en 2017, et une autre d'Italie en 2022, ont développé des appareils capables de communiquer entre eux. La faisabilité d'appareils « mangeables » n'est donc plus à démontrer. Mais la difficulté

justqu'ici a été leur source d'énergie : sans batterie, ils ont une durée de vie trop limitée pour être médicalement plus utiles que les techniques dites invasives, comme les sondes utilisées pour une colonoscopie.

Selon les chercheurs de l'Institut italien de technologie, qui ont publié leurs résultats en mars dans Advanced Materials, leur batterie fonctionne à 0,65 volt, ce qui est trop faible pour créer des problèmes dans le corps humain. Elle utilise de la riboflavine (vitamine B2, qu'on trouve dans certains types de champignons) à titre d'anode (un des deux « pôles » d'une batterie) et de la quercétine (un antioxydant qu'on trouve entre

autres dans les câpres) comme cathode. Le séparateur, qui maintient anodes et cathodes à distance afin de prévenir un court-circuit, est fait d'algues utilisées notamment dans les sushi. L'électricité générée peut alimenter un micro-appareil entre 12 minutes et un peu plus d'une heure, tout dépendant de la demande en énergie. Ce ne serait pas suffisant pour faire rouler une voiture électrique, ironise dans le communiqué le co-auteur Ivan Ilic. Mais « c'est la preuve que des batteries peuvent être faites de matériaux plus sécuritaires que les actuelles batteries lithium-ion » et qu'il pourrait s'agir d'une piste à explorer pour les futurs ingénieurs.

APPLE

Un « moment Macintosh » pour la réalité virtuelle ?

Apple pourrait dévoiler le 5 juin ce qui serait selon les nombreuses rumeurs son premier casque de réalité virtuelle et augmentée. C'est peut-être la dernière chance pour que cette technologie séduise finalement le grand public. Un ex-employé d'Apple spécialiste de la chose pense que ce sera un « moment Macintosh » pour la réalité virtuelle.

« Apple va présenter un nouvel appareil haut de gamme qui cible les grandes entreprises et le marché du télétravail. Depuis trois ans, on a découvert qu'un appel Zoom à 20 personnes, c'est loin d'être efficace. Mais en « coprésence » dans un environnement virtuel ? Pour moi, ce sera ça, la killer

app de la réalité virtuelle. »

À ce stade, ces propos ne sont que conjectures et spéculations. Mais conjecturer et spéculer, c'est une grande partie du quotidien des professionnels et des entreprises dont le travail et les revenus dépendent des produits d'Apple. Ils sont nombreux : l'App Store génère des milliards de dollars pour les créateurs d'applications sur Mac, sur iPhone, sur l'Apple TV, sur l'Apple Watch, sur...

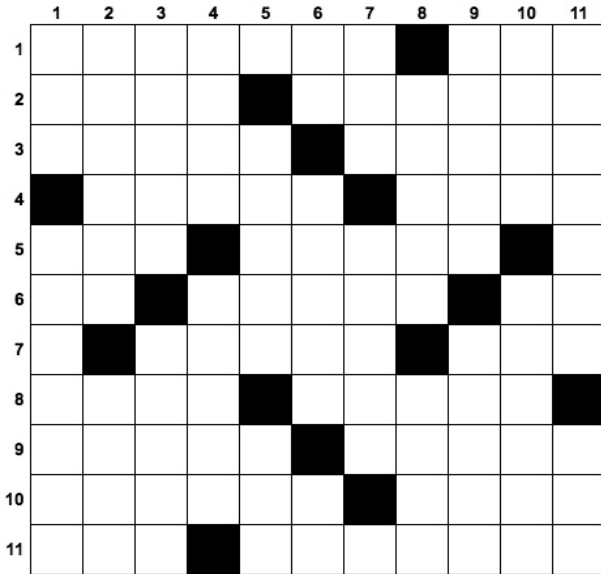
Celui qui tient ses propos s'appelle Bertrand Nepveu. Bertrand et trois de ses amis ingénieurs à l'Université de Sherbrooke ont créé en 2014 un casque révolutionnaire combinant réalité virtuelle et réalité augmentée, le

Totem. Leur entreprise s'appelait Vrvana. Le projet a été présenté au public (et à quelques représentants des médias de l'époque...) sur la plateforme de financement en ligne Kickstarter, où... il s'est écrasé.

En 2014, le grand public n'était pas prêt pour la réalité virtuelle. Mais le Totem a fait jaser. Suffisamment pour dynamiser le quatuor, qui a poursuivi ses démarches, si bien que deux ans plus tard, Bertrand entrait en contact avec des gens de chez Apple intéressés par cette technologie émergente. Presque dix ans plus tard, elle l'est encore, émergente. Pas beaucoup plus que ça. Mais elle est mûre pour enfin éclore, assure Bertrand Nepveu. « Je sais ce qui s'en vient. Je

ne peux pas trop en parler. Mais ça risque d'être typique d'un produit Apple. Tout ce qui embête les gens à propos des casques de réalité virtuelle sera éliminé. Ce sera très intuitif. »

Ce ne sera pas gros comme l'iPhone, c'est sûr, poursuit le fin connaisseur. S'il s'en vend un million d'exemplaires, ce sera déjà beau, selon lui. Ce sera plutôt comme le Mac : il a fallu que Steve Jobs montre le Mac à Bill Gates pour que Windows puisse voir le jour. Tout le monde en bénéficie depuis. « Cette fois-ci, Apple va montrer autre chose que juste du jeu en réalité virtuelle, et ça va pousser Meta à prendre le sujet plus au sérieux. »

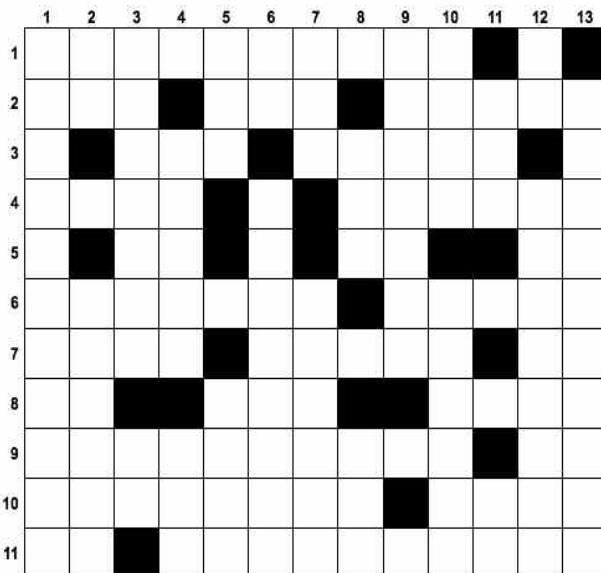


Horizontalement

1 Mener droit à la jambe de bois!- Rempli de noeuds ou de malices.2 Tous les arrêts réunis !- Alcoolisera son chagrin.3 Appellation d'origine contrôlée.- Se servir du 9v-2.
4 Hurler parfois.- Met à mal la virgule.5 Une offre qui impose l'échange.- Annoncent une dissolution, voire une destruction!6 Le D de Guido.- Ils ont des corps de cochon.- Par la bouche, brièvement!7 Cour de la Casbah.- Niveau de jauge du sannyasin!8 Le fils d'Anatole.- Élément du quartier des mineurs.9 Assurer un bon rapprochement.- Me prends pour Cézanne.10 Signal de départ.- Fait le tour de la chambre.11 Flotte au-dessus de la crème.- Réduire le candi.

Verticalement

1 Trois cardinaux pour un Dieu.- Fort clair en effet!2 En pince pour des vaisseaux.-
A doublé un acteur.3 Impressionnante pour Perdita.- Indispensable à l'autostoppeur.
4 A carrément mit de côté!- Représentatif d'un grand nombre!5 Juge, éclaire, ou ne brille pas.- Un subjonctif marrant.6 N'est pas supérieure aux instituteurs.- Séquence de film.- Pattes de coing.7 Manche avec un mort.- Primeur de canard.8 Airs marins.- Son abîme est plombé!9 Palindrome de genres.- Allonge au bout.10 Palmier à la noix.- Comme la feuille du précédent.11 Danseur canadien.- Ce n'est pas forcément acide.

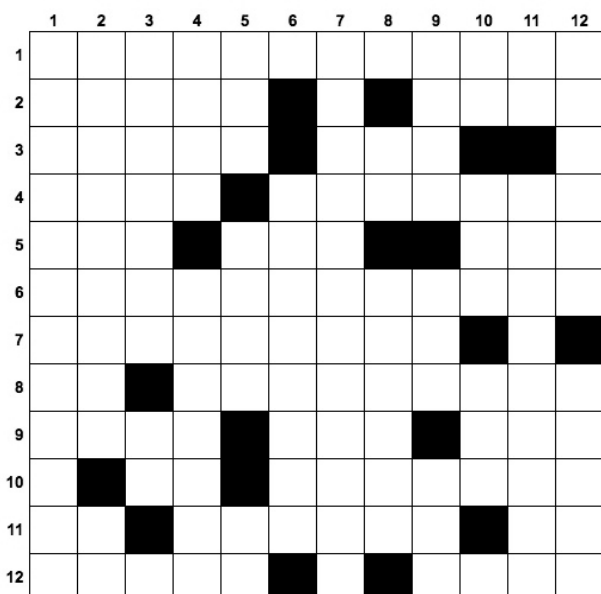


Horizontalement

1 [Le cuir est son domaine].2 En avant !- Piécette.- Entoure la grande ville.
3 Fut apte.- Qui s'y frotte s'y pique.4 Vallées inondées.- Peau de l'arbre.
5 Roulement de tambour.- Adverbe de lieu.- Petit cours.6 Utilisateurs.- Vagabonder.
7 Cime.- Prénom de Manadoudou.- 3ème note.8 Dans le coup.- Larcin.- Existences.
9 [Décorateur de vitrines].- Hors de portée.10 S'amusera.- Finauderie.11 Pronom réfléchi.- [Ils ne font plus un tabac].

Verticalement

1 [Ils nous sortent leurs tripes].2 Alternative.- Humée.
3 Retapât.- Argent du labo.4 Emploi.- Shoot aérien.5 Ancienne armée.- Coûté.
6 Drame japonais.- [Sa règle d'or est d'être réglé].7 Dêvêtue.- Maculera.
8 Hareng en caque.- Arbre d'Inde.9 [Petit commerçant alimentaire].
10 Ville du Nevada.- Dos.11 Transport parisien.- Do.
12 Expression de joie.- Laitéuse.
13 [Ils nous font part de leurs pensées].



Horizontalement

1 Amoureuse d'un Abbé.2 Se laisse abraser au risque de passer pour une bille.- La belle Emilienne.3 Il n'a qu'à s'écraser pour éviter les liaisons dangereuses.- Sans voix.4 Faisait preuve de verve quand il avait le barreau.- A la limite, il peut nous tenir à l'oeil, pas plus!5 Anti-occident.- Pour mettre du choeur à l'ouvrage.- Son roman chante la Normandie.6 Croisière à quai pour le bonheur des dames.7 Faisons la barbe.8 Patron pour un jour.- Pas urbaines mais pas forcément rurales.9 Saint de la joie.- Lumières de la ville.- Donc voulut?10 Après guerre, avant paix.- Puante, pourtant personne ne peut la sentir.11 Divinité rayonnante.- Aspirateur à eau.- Article d'importation.12 Il met le fa tout près du sol.- Inspirateur du peuple.

Verticalement

1 Viennoise qui est devenue une célèbre femme d'affaire.2 Bien faisante.- Se hâte lentement.3 Savoir d'où elle vient, c'est pour elle une question de bon sens.- Presqu'île.4 Enlevées.- Guère ceintes.5 Un peu trop basse.- Bleue à Broadway ?- Cet article est made in France.6 Pas forcément courageux.7 Tour du savoir.8 Agrément du Sud.- Signifiant insignifiant.9 Chasseur d'espions.- Ne tirez pas sur lui.- Si ce n'est lui, c'est donc sa soeur.10 Premier cours de France.- Sommet corse.- Objet olfactif du tout petit.11 Pour Porthos et pour tous.- Ont foison de toison.12 Finit généralement avec des ardoises!- Sans bouger, elle fait pourtant de sacrées bornes !

LES VÉHICULES AUTONOMES

Ils ne sont pas pour demain

Lire, siroter un café ou même dormir, pendant que notre voiture nous conduit à destination ? Ce scénario de science-fiction a beau être désormais testé par plusieurs compagnies automobiles, il n'est toutefois pas imminent, constate le Détecteur de rumeurs.

Les espoirs des véhicules autonomes.

Les véhicules autonomes suscitent de grands espoirs depuis longtemps, mais tout particulièrement dans la dernière décennie. Dans un rapport sur le sujet publié en 2015, le Conference Board du Canada proclamait par exemple comme étant « déjà là » ce qu'il qualifiait de « prochaine technologie de rupture ».

Selon le groupe de réflexion à vocation économique, l'arrivée sur les routes de voitures, camions et autres autobus équipés d'un système de conduite entièrement automatisé et capables de circuler sans intervention humaine, se traduira inévitablement par plusieurs avantages pour la société. Et il n'est pas le seul à avoir énuméré les mêmes avantages. Le site de l'Association canadienne des automobilistes (CAA) fait miroiter une baisse de 90 % des

accidents de la route, en plus de retombées économiques de 65 milliards \$ au Canada, gracieuseté de la réduction des embouteillages et de l'amélioration des capacités de déplacement. Les projets pilotes des constructeurs automobiles sont nombreux à travers le monde. BMW, Audi, Volvo et d'autres étaient tous sur les blocs de départ à un moment ou à un autre des années 2010. Tesla intègre des fonctionnalités « d'assistance à la conduite » dans ses véhicules depuis au moins 2016.

L'incapacité des véhicules autonomes à livrer la marchandise L'avenir de la conduite entièrement autonome semble cependant plus distant que jamais. En 2020 par exemple, la multinationale Uber — qui souhaitait essentiellement éliminer un de ses principaux coûts, les chauff-

eurs — s'est départie de sa division consacrée aux véhicules autonomes. Plus récemment, Ford et Volkswagen ont mis la hache dans Argo, une jeune pousse qui se consacrait au développement de véhicules sans conducteur. « Les véhicules entièrement autonomes sont encore loin et nous ne devrions pas nécessairement créer cette technologie nous-mêmes », a statué le PDG de Ford. Il faut savoir qu'il existe cinq niveaux lorsqu'on parle de conduite autonome, allant de la simple « aide à la conduite » (ou « assistance au conducteur ») jusqu'à l'automatisation complète. Les niveaux 1, 2 et 3 exigent que le conducteur demeure au volant pour intervenir en cas de besoin. On parle alors de véhicules semi-autonomes, lesquels sont devenus plutôt communs en 2023: freinage d'urgence automatique,

régulateur de vitesse dynamique à détection de voie, etc. Les niveaux 4 et 5, interdits au Québec, correspondent à une automatisation élevée, voire complète du véhicule. C'est en réalité de cela dont on parle quand on rêve à une « voiture autonome ». C'est le Saint-Graal sur lequel travaillent les constructeurs automobiles depuis les années 2010. Il pourrait par exemple s'agir, décrit le CAA dans un document de vulgarisation, de voitures capables de déposer un passager quelque part, puis de se déplacer automatiquement vers une place de stationnement libre. Elon Musk en promet depuis 2014. Dans une conférence de presse tenue en avril, il réitérait que Tesla atteindrait bientôt cet objectif, mais sans fournir de preuves à cet effet.

LA GOLF R 333 LIMITED EDITION

Elle est effectivement plutôt limitée...



VW vient d'officialiser la Golf R 333 Limited Edition plus limitée par son prix que par ses équipements.

Si vous demandez à des amoureux d'automobile de créer une édition limitée de leur sportive, normalement ça donne quelque chose comme la Renault Mégane R26.R (R comme Rhhaaaaa !!!). Si vous demandez au service marketing, ça donne la Golf R 333 Limited Edition...

Mais alors qu'est-ce que c'est que cette Golf R 333 Limited Edition ?

Comme son nom l'indique, cette édition est limitée à 333 exemplaires. Un chiffre en référence à la puissance développée par le moteur 2.0 turbo. Et pour nous vanter les mérites de cette Golf R 333 Limited Edition, VW nous parle R-Performance Torque Vectoring et Vehicle Dynamics Manager, qui se chargent de répartir la puissance non seulement sur les essieux avant et arrière, mais également entre les roues arrière. Exactement ce que fait déjà la Golf R. VW met aussi en avant les modes de

conduites « Drift » et « Special » réglés pour le Nürburgring, mais qui permettent « encore plus de plaisir de conduite en dehors des routes ouvertes ». Là encore, ce sont des caractéristiques que nous avons déjà croisées sur une Golf. La dernière fois, c'était il y a un peu moins d'un an avec l'édition « 20 Ans » de la Golf R, dans le pack Performance qui n'est plus disponible depuis.

Une édition « 20 Ans » qui, elle aussi, affichait 333 ch. Et un 0 à 100 km/h expédié en 4,6 s. Et les mêmes jantes Estoril en 19 pouces. Et, à première vue, le même kit carrosserie...

Alors qu'est-ce qu'elle a de nouveau cette Golf R 333 Limited Edition ? Bah... de vraiment nouveau... pas grand-chose. Si, l'échappement Akrapovic avec ses deux silencieux en titane ! Ah non, on me dit dans l'oreillette qu'il était proposé sur la 20 Ans. Mais en option, là il est de série. Du coup il nous reste cette teinte jaune Lime Yellow Metallic spécifique (les goûts et les couleurs...), le toit peint en noir, quelques au-

tres touches de noir par-ci par-là et... les stickers. Ça c'est nouveau les stickers ! Et, quand-même, un train de pneus semi-slicks.

Ah, il semble que le patron du Marketing Produit Volkswagen R, Hakim Halimim, a une déclaration à faire : « Il s'agit du premier modèle Volkswagen R avec une limitation stricte à 333 unités et avec, à l'intérieur, un badge à numérotation séquentielle. »

Voilàààà, maintenant vous SAVEZ pourquoi vous voulez craquer 76 410 € dans une Golf R 333 Limited Edition... si vous êtes allemand. Oui, cette Golf à l'équipement au tarif exceptionnel sera a priori réservée à son marché domestique. Pour info, une Golf R 20 Ans à équipement équivalent sort à 69 220 €. 7k€ pour des semi-slicks, une plaque numérotée et deux stickers... ça pique. Du coup, quelqu'un peut-il couper les accès du service marketing au configurateur SVP ? Merci et bonne journée.

LEXUS NX 450H+

Révolution discrète, mais importante !

Le NX 450h+ est une révolution chez Lexus puisqu'il s'agit de leur premier hybride rechargeable. Mais le constructeur japonais parviendra-t-il à transformer l'es-sai du premier coup ? C'est tout en finesse que Lexus a renouvelé la robe de son NX lors du passage à sa seconde génération. Pourtant, absolument tout a évolué : de sa calandre en passant par ses optiques jusqu'à sa signature lumineuse qui court désormais sur toute la largeur de sa malle arrière. Il est également un peu plus grand que son prédécesseur puisqu'il mesure désormais 4,66 m de long, 1,87 m de large et 1,67 m de haut. Le moins que l'on puisse dire, c'est que le SUV nippon allie mieux que jamais dynamisme et élégance. Sans être ostentatoire, il ne laisse en tous les cas pas indifférent...

Profusion de technologie

Une fois dans l'habitacle en revanche, impossible de confondre les deux générations du SUV. Une distinction grandement facilitée par l'imposant écran central de 14 pouces du NX deuxième du nom ! À noter que ce dernier intègre très intelligemment des commandes de climatisations du plus bel effet. Fonctionnant sous la dernière version du système Lexus, ce panel est très réactif et facile d'utilisation. Et si vous préférez Android Auto ou Apple CarPlay, sachez que le second ne nécessite pas le moindre fil pour se connecter contrairement au premier, malheureusement. Mais cet écran n'est pas le seul représentant de technologie moderne dans l'habitacle. Les boutons situés de part et d'autre du volant sont à usage multiple et permettent de jouer avec de très nombreuses fonctionnalités. Des fonctionnalités qui apparaissent directement dans l'affichage tête haute dès que l'on effleure ces pavés tactiles. Le conducteur n'a donc jamais à quitter la route des yeux. Pratique.

Grand, juste comme il faut

Grâce à son empattement de 2,69 m, on ne manque pas de place à bord, peu importe où l'on est installé. L'espace arrière est plus que correct sans pour autant empiéter sur le volume du coffre qui mesure toujours un conséquent 549 litres. En revanche, les assises avant sont fixées assez hautes. Une position qui donne l'agréable sensation de dominer la route, mais qui pourrait gêner les plus grands gabarits...

Les compagnies aériennes prévoient 4,35 milliards de passagers en 2023

Les compagnies aériennes s'attendent à transporter 4,35 milliards de passagers dans le monde cette année, non loin du record de 4,54 milliards de 2019, avant la pandémie, a annoncé lundi leur principale association internationale, l'Iata, réunie en assemblée générale à Istanbul. Cette reprise vigoureuse du trafic, à la faveur notamment de la réouverture de la Chine, va se traduire par un retour aux bénéfices pour les transporteurs. Ils devraient dégager cette année 9,8 milliards de dollars de bénéfice net – soit le double de ce qu'envisageait jusqu'alors l'Iata, qui a aussi divisé par deux ses estimations de pertes pour 2022, à 3,6 milliards de dollars. Le chiffre d'affaires global des transporteurs aériens devrait de son côté atteindre 803 milliards d'euros, à portée des 838 milliards de 2019, selon l'Iata qui a donc révisé en hausse ses précédentes projections en décembre (779 milliards).

Les Enjeux

Quotidien national de l'économie

Eco



Mardi 06 Juin 2023 <http://www.lesenjeuxeco.dz>

BALANCE COMMERCIALE

Excédent de 3,5 milliards de dollars durant les quatre premiers mois de 2023

La balance commerciale de l'Algérie a enregistré un excédent de 3,5 milliards de dollars durant les quatre premiers mois de l'année 2023, a annoncé lundi à Alger le ministre du Commerce et de la Promotion des exportations, Tayeb Zitouni. Lors de son exposé devant la Commission des affaires économiques, du développement, de l'industrie, du commerce et de la planification à l'Assemblée Populaire Nationale (APN), sous la présidence de Kamel Belakhdar, en présence de la ministre des Relations avec le Parlement, Basma Azouar et plusieurs cadres du ministère, M. Zitouni a précisé que la valeur des importations de la période allant de janvier à avril de l'année en cours a atteint 13,89 milliards de dollars et celle des exportations 17,39 milliards de dollars durant la même période, soit un excédent de 3,5 milliards de dollars. Les exportations hors hydrocarbures ont atteint 1,7 milliards de dollars au cours des quatre premiers mois de l'année 2023, a fait savoir le ministre. Le secteur s'emploie à augmenter ce chiffre et réaliser l'objectif tracé par le président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, soit 13 milliards de dollars à la fin de 2023.

CORONAVIRUS

Aucun nouveau cas et aucun décès

Aucun nouveau cas de coronavirus (Covid-19) n'a été enregistré et aucun décès n'a été déploré, alors que deux guérisons ont été recensés ces dernières 24 heures en Algérie, a indiqué, lundi, le ministère de la Santé dans un communiqué. Le total des cas confirmés demeure ainsi inchangé, soit 271841 cas, de même que celui des décès (6.881 cas), alors que le nombre de patients guéris passe à 183.055 cas, précise le communiqué, ajoutant qu'aucun patient n'est actuellement en soins intensifs. Le ministère de la Santé rappelle, par la même occasion, la nécessité de maintenir la vigilance, en respectant les règles d'hygiène et la distanciation physique.

BCE

Les pressions sur les prix restent «fortes»

Les prix en zone euro restent sous «pressions fortes» faisant que l'inflation, en dehors de l'énergie et l'alimentaire, n'a peut-être pas atteint son pic, a déclaré lundi la présidente de la Banque centrale européenne (BCE), Christine Lagarde. «Les pressions sur les prix restent fortes», a affirmé Christine Lagarde lors d'une audition devant le Parlement européen, en dépit d'un ralentissement de l'inflation sur un an en zone euro à 6,1% en mai, après 7% en avril, loin du record à 10,6% atteint en octobre. Au sein de cet indice, l'inflation sous-jacente, qui exclut l'énergie et l'alimentaire, s'est inscrite à 5,3% contre 5,6% en avril. Mais les dernières données disponibles «suggèrent que les indicateurs de pressions inflationnistes» hors énergie et denrées alimentaires «restent élevés» et «rien ne prouve clairement que l'inflation sous-jacente ait atteint un pic», a mis en garde Christine Lagarde. Surtout, les pressions salariales se sont

BEM

Les résultats connus vers le 25 juin en cours

Les résultats du Brevet d'enseignement moyen (BEM) seront connus vers le 25 juin en cours, a fait savoir lundi à Tissemsilt le ministre de l'Éducation nationale, Abdelhakim Belaabed. Animant une conférence de presse à l'issue de l'ouverture des enveloppes contenant les sujets de l'épreuve de la langue arabe au centre d'examen Helias Fatima, le ministre a indi-

qué que "les résultats du BEM seront annoncés vers le 25 juin courant", soulignant les bonnes conditions ayant marqué le lancement des épreuves de cet examen national. Le ministre a saisi cette occasion pour rappeler les "fermes mesures dissuasives" visant à lutter contre la triche et à assurer la crédibilité des examens scolaires nationaux. Il a cité la mise en place, par le

ministère de la Justice, d'une cellule de veille et de suivi au niveau de chaque Cour, chapeauté par le Procureur général et comprenant, en tant que membres, le directeur de l'Éducation et les autorités sécuritaires et civiles concernées. M. Belaabed a mis l'accent, par ailleurs, sur la coordination des efforts entre le ministère et les partenaires sociaux

dont les parents d'élèves, étant une partie intégrante du secteur, dans l'objectif de contribuer à sa stabilité et au succès des examens scolaires nationaux. Plus de 800.000 candidats répartis sur 2.967 centres d'examen au niveau national, sont concernés par l'examen du BEM.

R.I.

R.N.

LUTTE CONTRE LES CATASTROPHES

Un Fonds arabo-africain bientôt opérationnel

La Ligue arabe est en passe de parachever les études liées au Fonds arabo-africain de lutte contre les catastrophes avant de les soumettre à la partie africaine, a indiqué lundi à Alger l'ancien diplomate et expert consultant international, Djamel Eddine Djaballah. Lors de sa participation au premier colloque arabe sur la prévention des risques sismiques, organisé à l'hôtel El-Aurassi (Alger), M. Djaballah a précisé que "le Fonds arabo-africain de lutte contre les catastrophes, dont les statuts sont actuellement en cours d'élaboration par le mécanisme de coordination arabe au niveau du Secrétariat général de la Ligue arabe avant de les soumettre à la partie africaine, entrera en service une fois validé par les deux parties". L'expert a, en outre, souligné "l'importance de ce fonds au regard des défis et des risques majeurs auxquels est confrontée la région arabe, notamment dans le contexte des changements climatiques et des catastrophes qui ont grandement impacté la vie économique", ce qui

nécessite, selon lui, "une nouvelle vision à même de permettre la résolution de ces questions". Concernant la relance du Centre arabe de prévention contre les risques sismiques et les catastrophes naturelles, M. Djaballah a précisé que l'Algérie, étant consciente de l'importance de l'action arabe commune permettant de faire face aux défis, a proposé l'idée de création de ce centre aux pays arabes qui l'ont approuvé au vu de la nécessité de renforcer la coopération en la matière. Le premier colloque arabe sur la prévention des risques sismiques, organisé par ledit centre, a vu la présentation, par des experts du monde arabe, des exposés sur l'importance des technologies de la communication dans la gestion des crises, les techniques de la construction et les modes d'intervention, ainsi que l'organisation des ateliers de travail lors desquels ont été présentées des expériences de différents pays arabes sur la prévention contre les risques sismiques.

R.N.

SKIKDA

269 pièces de monnaie ancienne récupérées, deux individus arrêtés

Les éléments de la sûreté de wilaya de Skikda ont mis un terme, cette semaine, à l'activité de deux individus versés dans la contrebande et le recèle de pièces archéologiques, et récupéré 269 pièces de monnaies ancienne, indique, lundi, un communiqué des mêmes services. Exécutée par la brigade économique et financière relevant du service de la Police judiciaire, l'opération fait suite à l'exploitation d'informations faisant état d'un individu sur le point de vendre des pièces archéologiques de tailles et de formes différentes, d'une grande valeur historique. Les investigations menées

par les enquêteurs du Service, sous le contrôle du parquet compétent, ont permis d'identifier le principal mis en cause (53 ans) et de l'arrêter en flagrant délit à El Harrouch (Skikda), et de récupérer (11) pièces historiques qui étaient sa possession", précise le même source. L'enquête avec le suspect a permis de "localiser l'endroit où il cachait d'autres pièces, figures et statues, au niveau de la cave de son immeuble de résidence à El Harrouch (Skikda). Le reste des pièces ont été retrouvées après l'opération de fouille". Les investigations techniques ont permis d'identifier son partenaire (33ans),

originaire de la wilaya de Mila, arrêté par la suite". L'affaire s'est soldée par la saisie et la récupération de 269 pièces de monnaie ancienne d'une grande valeur, 20 pièces en pierre et en métal, des figures et des statues de tailles et de formes différentes, ainsi qu'un flacon de 250 ml de mercure. Le suspect a été présenté devant le procureur de la République près le tribunal d'El Harrouch (Skikda), le 1 juin 2023 pour "mise en vente de propriétés intellectuelles classées, possession et dissimulation de produits sensibles et interdits".